

Cabinet Social Science Consulting (2SC)

Décembre 2025

Ivoire-Mètre

2025

Enquête d'opinion
« Que pensent les ivoirien.ne.s »

Imprint

Auteur.e.s

Cabinet Social Science Consulting (2SC)
Réalisation : Rebecca Ezouatchi, Sociologue Chercheur
Savane Chrys Ahmed, Statisticien

Editeur

Friedrich-Ebert-Stiftung
08 BP 312 Abidjan 08 – Côte d'Ivoire
Tel. +225 27 22 43 88 99
E-Mail: info.civ@fes.de
Site web : www.cotedivoire.fes.de

Département d'édition

Département Afrique

Responsables

Nyat MEBRAHTU, Représentante Résidente
Karamoko DIAKITE, Conseiller Politique

Contact

Nyat MEBRAHTU
Nyat.Mebrahtu@fes.de

Design/Layout

Yannick HAJJAR

Conception de la première page

Morel-Imelda KOUADIO

Les opinions exprimées dans cette publication ne sont pas nécessairement celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES).

L'utilisation commerciale des médias publiés par la FES n'est pas autorisée sans le consentement écrit de la FES. Les publications de la FES ne peuvent pas être utilisées à des fins de campagne électorale.

Décembre 2025

© Friedrich-Ebert-Stiftung, Bureau Côte d'Ivoire, 2025

D'autres publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung sont disponibles ici :

www.fes.de/publikationen

Auteur.e.s

Cabinet Social Science Consulting (2SC)

Réalisation : Rebecca Ezouatchi, Sociologue Chercheur

Savane Chrys Ahmed, Statisticien

Décembre 2025

Ivoire-Mètre 2025

Enquête d'opinion

« Que pensent les ivoirien.ne.s »

Table des matières

Résumé exécutif	6
1. Contexte et justification	8
2. Objectifs de l'étude	9
2.1. Objectif général	9
2.2. Objectifs spécifiques	9
2.3. Principaux axes	9
3. Profil des répondant.e.s	10
3.1. Répartition par sexe	10
3.2. Répartition par âge	10
3.3. Répartition par niveau d'instruction	11
3.4. Appréciation globale	11
4. Résultats clés de l'étude	12
4.1. Perception de la situation générale du pays	12
4.2. Sources d'information et fiabilité perçue	20
4.3. Gouvernance et confiance dans les institutions	23
4.4. Les perceptions citoyennes de la Corruption et la Justice	28
4.5. Les perceptions citoyennes de la sécurité et défense	32
4.6. Les perceptions citoyennes de la protection sociale, des Services publics et de la justice sociale	35
4.7. Participation citoyenne et cohésion sociale	39
4.8. Le testament pour les prochaines années	44
5. Conclusion générale et perspectives	48
6. Approche méthodologique	49
6.1. Type et champ de l'étude	49
6.2. Méthode d'échantillonnage	49
6.3. Sélection des unités d'enquête	50
6.4. Outils et supports de collecte	51
6.5. Agents de collecte de données	52
6.6. Contrôle qualité des données	52
6.7. Analyse des données	52

Table des illustrations

Liste des tableaux

Tableau 1 : Récapitulatif des quotas par niveau d'instruction obtenue sur le terrain (Ivoire Mètre 2025) par rapport aux proportions de référence (RGPH 2021)	11
Tableau 2 : Facteurs d'amélioration	13
Tableau 3 : Facteurs de détérioration	13
Tableau 4 : Répartition des répondant.e.s selon la perception de l'évolution de la situation du pays au cours des 12 derniers mois par tranche d'âge	14
Tableau 5 : Répartition des répondant.e.s selon la perception de l'évolution de la situation du pays au cours des 12 derniers mois par situation socio professionnelle	15
Tableau 6 : Répartition des répondant.e.s par défi prioritaire pour l'évolution de la situation du pays	18
Tableau 7 : Répartition des répondant.e.s selon le niveau de satisfaction de la gestion gouvernementale	24
Tableau 8 : Répartition des répondant.e.s selon le niveau de satisfaction de la gestion gouvernementale par commune	24
Tableau 9 : Répartition des répondant.e.s selon le niveau de satisfaction de la gestion gouvernementale par niveau d'instruction	25
Tableau 10 : Répartition des répondant.e.s selon le niveau de satisfaction de la gestion gouvernementale par situation socioprofessionnelle	25
Tableau 11 : Répartition des répondant.e.s selon leurs attentes en matière de gestion gouvernementale	26
Tableau 12 : Perception globale de la sécurité nationale en lien avec les relations avec l'AES	34
Tableau 13 : Niveau de satisfaction des répondant.e.s selon les services de base	35
Tableau 14 : Niveau de satisfaction des répondant.e.s sur logement	36
Tableau 15 : Répartition des répondant.e.s selon les attentes pour de meilleurs services de base	38
Tableau 16 : Répartition des répondant.e.s selon leur perception de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire	39
Tableau 17 : Répartition des répondant.e.s selon la perception de l'influence de l'immigration sur le marché de l'emploi	40
Tableau 18 : Répartition des répondant.e.s selon leur perception de l'évolution de l'image des immigrés en Côte d'Ivoire	41
Tableau 19 : Répartition des répondant.e.s selon leur mode d'expression de la participation citoyenne	41
Tableau 20 : Répartition des répondant.e.s selon les facteurs perçus comme limitant la participation citoyenne	42
Tableau 21 : Répartition des répondant.e.s selon leur perception de la portée de la voix de la population	42
Tableau 22 : Attentes pour une économie productive avec des richesses réparties	44
Tableau 23 : Attentes pour un secteur social répondant aux besoins des plus vulnérables	45
Tableau 24 : Attentes pour une gouvernance gagnant plus de confiance de la part de ses administrés	45
Tableau 25 : Attentes pour un tissu social plus solide	46
Tableau 26 : Attentes pour l'amélioration de la sécurité	46
Tableau 27 : Répartition de la population adulte par commune des 18 ans et plus	50
Tableau 28 : Quartiers des ZD visitées par commune	50
Tableau 29 : Quotas par âge et par niveau d'instruction	51

Table des illustrations

Liste des figures

Figure 1 : Répartition des répondant.e.s par sexe	10
Figure 2 : Répartition des répondant.e.s par tranche d'âge	11
Figure 3 : Perception de la situation générale de la Côte d'Ivoire	12
Figure 4 : Perception de la situation générale du pays par commune	12
Figure 5 : Répartition des répondant.e.s selon la perception de l'évolution de la situation du pays au cours des 12 derniers mois par commune	14
Figure 6 : Répartition des répondant.e.s selon la perception de l'évolution de la situation du pays au cours des 12 prochains mois	16
Figure 7 : Perception de l'évolution de la situation du pays au cours des 12 prochains mois par commune	16
Figure 8 : Perception de l'évolution de la situation du pays au cours des 12 prochains mois par tranche d'âge	17
Figure 9 : Répartition des répondant.e.s selon leur source d'information principale	20
Figure 10 : Perception de la fiabilité de leur source d'information principale ..	21
Figure 11 : Niveau de satisfaction des répondant.e.s sur la gestion des médias ..	21
Figure 12 : Niveau de satisfaction de la gestion des médias par commune	22
Figure 13 : Répartition des répondant.e.s selon leur niveau de confiance en les institutions	23
Figure 14 : Qualité importante d'un bon dirigeant politique perçue par les répondant.e.s	26
Figure 15 : Répartition des répondant.e.s selon le niveau de corruption perçu ..	28
Figure 16 : Répartition des répondant.e.s selon la perception du niveau de corruption	28
Figure 17 : Pourcentage de perception de corruption élevée ou très élevée par secteur	29
Figure 18 : Répartition des répondant.e.s selon la propension à dénoncer un cas de corruption	30
Figure 19 : Répartition des répondant.e.s selon le niveau de confiance en la justice	31
Figure 20 : Répartition des répondant.e.s selon le sentiment de sécurité ..	32
Figure 21 : Principales raisons du sentiment d'insécurité	33
Figure 22 : Répartition des répondant.e.s selon le sentiment de sécurité et par commune	33

Avant-propos

Comprendre les opinions et les préoccupations des citoyens est essentiel pour orienter les politiques publiques de manière inclusive. Les échanges entre la population et les décideurs permettent d'ajuster les mesures prises par le gouvernement aux attentes de la société, tout en renforçant la confiance mutuelle. Les sondages d'opinion sont un outil précieux pour évaluer les besoins et priorités véritables et promouvoir une gouvernance plus transparente et participative.

C'est dans cet esprit que le bureau de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) en Côte d'Ivoire, en collaboration avec l'association CIVIS Côte d'Ivoire, a lancé le baromètre de perceptions et d'opinions « **Ivoire-Mètre** » 2025. Cette enquête vise à donner la parole à quelques centaines d'habitant.e.s d'Abobo et de Yopougon afin de mieux comprendre leurs idées, leurs préoccupations et leurs attentes. Il s'agit du début d'un outil d'enquête permanent

qui, au fil du temps, permettra de mieux répondre à la question suivante : « *Que pensent et que proposent les Ivoiriennes et les Ivoiriens ?* »

Par cet outil réalisé par le Cabinet Social Science Consulting (2SC), la FES et CIVIS Côte d'Ivoire entendent offrir, d'une part, un espace d'expression permettant aux citoyens de faire connaître leurs attentes et, d'autre part, une source d'information qui permettent d'orienter les décisions politiques et incitent la population à s'impliquer dans la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques.

La Friedrich-Ebert-Stiftung vous souhaite une bonne lecture et vous invite à discuter des résultats.

Nyat Mebrahtu
Représentante Résidente

Résumé exécutif

L'enquête Ivoire-Mètre 2025, conduite par le Cabinet Social Science Consulting (2SC) en partenariat avec la Fondation Friedrich-Ebert (FES) et CIVIS Côte d'Ivoire, vise à recueillir et analyser les perceptions, opinions et attentes des citoyen.ne.s ivoirien.ne.s sur les grands enjeux politiques, économiques, sociaux et sécuritaires du pays. Cette édition, réalisée dans les communes d'Abobo et de Yopougon, s'inscrit dans un contexte préélectoral marqué par une forte attente sociale, une vigilance citoyenne accrue et un besoin renouvelé de confiance envers les institutions publiques.

Méthodologie

L'étude repose sur une approche quantitative réalisée en face-à-face auprès de 845 répondant.e.s, dont 420 à Abobo et 425 à Yopougon, sélectionné.e.s selon une méthode combinant échantillonnage probabiliste et quotas (sexe, âge, niveau d'instruction).

La collecte a été effectuée à l'aide de KoboCollect, garantissant la qualité, la sécurité et la traçabilité des données (contrôles de cohérence, géolocalisation, vérifications de terrain).

Les analyses statistiques ont permis d'examiner les perceptions selon le profil des répondant.e.s et de comparer les tendances entre les deux communes.

Perception générale de la situation nationale

Les résultats révèlent une opinion contrastée sur la situation actuelle du pays :

43 % des répondant.e.s jugent la situation positive, 28 % moyenne et 29 % négative.

Les habitant.e.s d'Abobo se montrent globalement plus optimistes (48 %) que ceux de Yopougon (38 %).

Un tiers des personnes interrogées (33 %) estime que la situation s'est améliorée au cours des douze derniers mois, citant notamment le développement des infrastructures et le renforcement de la sécurité, tandis que 22 % évoquent une détérioration liée à la cherté de la vie et au chômage.

Pour les douze prochains mois, la tendance est à l'optimisme prudent : 58 % anticipent une amélioration, 19 %

une stabilité et 7 % une dégradation.

Défis prioritaires

Les priorités nationales exprimées par les citoyen.ne.s convergent clairement vers trois domaines :

- L'emploi (75-76 %), en particulier l'insertion professionnelle des jeunes,
- La pauvreté (49 % en moyenne), ressentie plus fortement à Abobo,
- La sécurité (39 %), perçue comme un enjeu persistant.

Les autres préoccupations – inflation (25 %), corruption (24 %), santé (22 %) et éducation (20 %) occupent une place secondaire mais demeurent significatives.

Ces priorités traduisent une attente forte d'un redressement économique équitable, soutenu par des politiques sociales concrètes.

Sources d'information et confiance médiatique

Les médias digitaux dominent les usages : 51 % des citoyen.ne.s s'informent principalement via les réseaux sociaux et sites Internet, tandis que la télévision demeure la source jugée la plus fiable (77 %). La radio (4 %) et les relations interpersonnelles (4 %) jouent désormais un rôle marginal.

La satisfaction envers la gestion des médias atteint 60 % au total (66 % à Abobo, 55 % à Yopougon), mais un tiers des répondant.e.s évoque une méfiance persistante liée au manque de transparence et à l'influence politique perçue.

Gouvernance et confiance institutionnelle

La confiance envers les institutions publiques reste modérée : moins d'un quart des répondant.e.s déclare une forte confiance envers les principales structures étatiques (Présidence : 27 %, Gouvernement : 25 %, Assemblée : 22 %, Justice : 21 %).

Les attentes prioritaires concernent la lutte contre la corruption (54 %), la transparence dans la gestion publique (48 %) et la création d'emplois (46 %). Les citoyen.ne.s

expriment une volonté claire de voir s'instaurer une gouvernance plus redevable, équitable et participative.

Sécurité et cohésion sociale

Le sentiment de sécurité demeure globalement positif : 83 % des habitant.e.s déclarent se sentir toujours ou parfois en sécurité dans leur quartier. Les principales sources d'insécurité identifiées sont le chômage des jeunes (42 %), les vols et agressions (36 %), et le manque d'éclairage public (28 %).

La présence des forces de sécurité est jugée irrégulière ou insuffisante par 69 % des répondant.e.s. La cohésion sociale reste solide, mais elle demeure fragile face à la précarité économique et au déficit de confiance dans l'État.

Économie et conditions de vie

Sur le plan économique, la perception reste mitigée : seuls 21 % jugent la situation nationale bonne ou très bonne, tandis que 45 % la considèrent mauvaise ou très mauvaise.

À l'échelle individuelle, 45 % des ménages estiment leur situation plutôt difficile. Les priorités économiques citées sont la lutte contre la cherté de la vie (57 %), la création d'emplois (49 %) et l'amélioration des revenus (38 %). Ces données traduisent un besoin urgent de réformes sociales et économiques inclusives.

Citoyenneté et participation

La participation citoyenne demeure partielle : 50 % des enquêtés déclarent s'être déjà impliqués dans une activité publique (réunion, vote, manifestation). Les freins principaux à la participation sont le manque d'information (51 %), la méfiance institutionnelle (27 %) et la crainte de représailles (26 %). Seulement 39 % des répondant.e.s estiment que la voix des citoyen.ne.s est entendue par les dirigeants, contre 57 % qui pensent le contraire.

Perspectives pour l'avenir

Les Ivoiriennes et Ivoiriens abordent l'avenir avec espoir et vigilance : 56 % se disent plutôt confiants quant à leur avenir personnel et 75 % croient en la capacité du pays à progresser si les priorités de gouvernance, d'emploi et de justice sont mieux prises en compte. Les attentes majeures portent sur :

- La création d'emplois stables (56 %),
- La réduction du coût de la vie (51 %),
- Le renforcement de la cohésion sociale (35 %),
- Et la lutte contre la corruption (31 %).

Ces résultats traduisent une aspiration profonde à une Côte d'Ivoire plus juste, inclusive et transparente, où la croissance économique profite équitablement à tous.

Enseignements clés

L'enquête Ivoire-Mètre 2025 confirme :

1. Une conscience citoyenne accrue, tournée vers la responsabilité collective et la redevabilité publique ;
2. Un optimisme prudent, conditionné à la résolution des problèmes structurels d'emploi, de gouvernance et de sécurité ;
3. Une exigence forte de transparence et d'équité, considérées comme le socle de la confiance sociale.

Ces enseignements font de l'Ivoire-Mètre un baromètre essentiel pour les décideurs, les partenaires techniques et financiers, ainsi que pour la société civile, afin d'orienter les politiques publiques vers les attentes réelles des citoyen.ne.s.

Cadre de l'étude

1.

Contexte et justification

L'édition 2025 de l'enquête Ivoire-Mètre s'inscrit dans la continuité du programme initié par la Fondation Friedrich-Ebert (FES), en partenariat avec CIVIS Côte d'Ivoire, visant à recueillir, de manière périodique, la perception des citoyen.ne.s ivoiriens sur les enjeux de gouvernance, de démocratie, de sécurité et de cohésion sociale.

L'objectif de ce dispositif est de contribuer au renforcement du dialogue démocratique et à l'amélioration des politiques publiques à travers la production de données factuelles, objectives et accessibles aux décideurs, aux organisations de la société civile et aux médias.

L'édition 2025 se déroule dans un contexte sociopolitique particulier, marqué par la préparation des élections présidentielles prévues à la fin de l'année. Cette période préélectorale est caractérisée par une méfiance accrue des populations, alimentée par la polarisation politique, la circulation de rumeurs et les tensions observées entre différents acteurs du paysage national. Ces facteurs ont eu un impact notable sur la disponibilité et la disposition des citoyen.ne.s à participer à une enquête d'opinion.

Malgré ce climat, l'étude a été conçue et mise en œuvre de manière à garantir la neutralité, la rigueur scientifique et la sécurité des participant.e.s comme des enquêteurs. Le déploiement s'est appuyé sur une planification méticuleuse, permettant d'éviter les interférences liées à la campagne électorale et d'assurer la fiabilité des informations recueillies.

Le choix des communes d'Abobo et de Yopougon n'est pas fortuit. Ces deux localités, qui représentent à elles seules près de 46 % de la population du district autonome d'Abidjan, constituent des espaces emblématiques de la vie sociale, économique et politique du pays. Leur diversité démographique, leurs contrastes socio-économiques et leur importance électorale en font un échantillon pertinent pour mesurer les opinions et attitudes citoyennes.

Historiquement, ces communes sont également connues pour leurs dynamiques sociales contrastées et leurs appartenances politiques diverses, ce qui permet de saisir une pluralité de perceptions et de comportements citoyens.

L'étude vise ainsi à produire des données fiables, représentatives et exploitables, destinées à alimenter les analyses du dispositif Ivoire-Mètre. Ces données permettront de mesurer les tendances d'opinion, d'évaluer la confiance des populations envers les institutions, d'identifier leurs principales préoccupations et d'éclairer les décideurs sur les attentes exprimées par les citoyen.ne.s.

En résumé, l'enquête Ivoire-Mètre 2025 constitue un outil stratégique d'observation citoyenne, contribuant à renforcer la transparence, la participation et la redevabilité démocratique en Côte d'Ivoire, tout en offrant un baromètre de la perception sociale dans un contexte préélectoral sensible.

2. Objectifs de l'étude

2.1 Objectif général

« Ivoire-Mètre » 2025 vise, à travers un sondage à Abobo et Yopougon (District d'Abidjan), à recueillir et à analyser les perceptions, opinions et attentes des citoyen.ne.s ivoirien.ne.s sur les principaux enjeux politiques, économiques, sécuritaires et sociaux de la Côte d'Ivoire afin d'offrir une base d'analyse et d'actions aux acteurs socio-politiques, aux gouvernants et aux partenaires techniques et financiers internationaux.

2.2 Objectifs spécifiques

Il s'agit spécifiquement de :

- Recueillir les données relatives aux préoccupations, attentes et aspirations des Ivoirien.ne.s auxquelles les futurs dirigeants doivent faire face ;
- Évaluer la perception de la situation générale du pays et son évolution,
- Identifier les principales sources d'information et leur fiabilité,
- Mesurer la confiance accordée aux institutions et aux principaux acteurs économiques, politiques, judiciaires, sécuritaires,
- Recueillir les attentes vis-à-vis des réformes en cours (gouvernance démocratique et État de droit, justice, etc.),
- Analyser les priorités et préoccupations majeures des populations selon différents profils (région, sexe, âge, niveau d'instruction, situation socio-économique).

2.3 Principaux axes

Le principal axe de cette étude est :

Les priorités des citoyen.ne.s pour les futurs gouvernements issus des élections de 2025. A cet axe, les points ci-après peuvent constituer d'autres axes de l'étude :

- Situation générale du pays : évolution, motifs d'amélioration ou de détérioration, défis prioritaires,
- Sources d'information : médias traditionnels, réseaux sociaux, etc,
- Perception de la gouvernance : satisfaction vis-à-vis de l'action gouvernementale, priorités, confiance dans les institutions,
- Bonne gouvernance et justice : perception de la corruption, confiance dans la justice, attentes en matière de lutte contre l'impunité,
- Les perceptions citoyennes de la gouvernance sécuritaire en Côte d'Ivoire : niveau d'insécurité, confiance dans les forces de défense et partenaires internationaux, impact des changements géopolitiques,
- Les perceptions citoyennes de la protection sociale : accès équitable et juste aux services publics (transport, eau, logement, santé, infrastructures...)
- Dialogue national et cohésion sociale : appréciation des initiatives de dialogue, inclusivité, attentes pour la paix et la réconciliation.

Caractéristiques des répondant.e.s

3. Profil des répondant.e.s

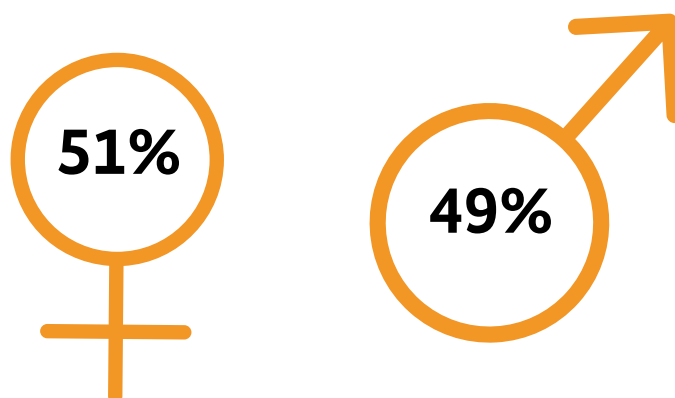
L'échantillon final comprend 845 questionnaires valides, soit 420 à Abobo et 425 à Yopougon, après nettoyage des données. Les analyses descriptives issues des données de terrain indiquent que la composition de l'échantillon respecte globalement les quotas fixés en amont de la collecte. Les écarts observés entre les valeurs prévues et celles obtenues demeurent faibles et ne remettent pas en cause la représentativité de l'échantillon.

3.1 Répartition par sexe

La parité a été rigoureusement respectée :

Répartition des répondant.e.s par sexe

Fig. 1



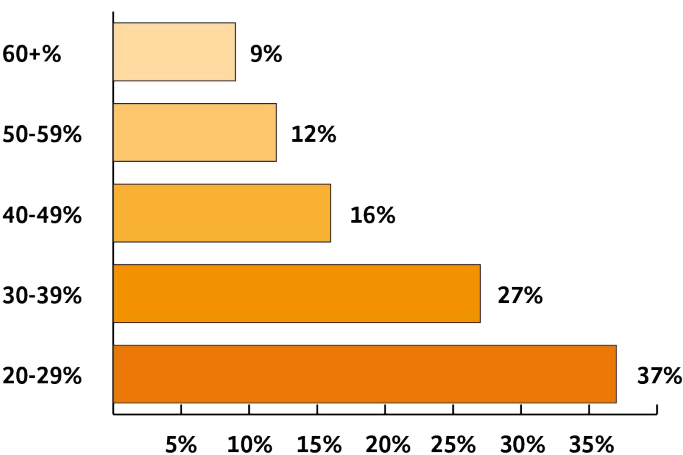
→ Quota prévu : 50 % d'hommes et 50 % de femmes

→ Réalisation terrain : 49 % d'hommes et 51 % de femmes

Cette répartition confirme l'équilibre du dispositif d'échantillonnage entre les deux sexes.

3.2 Répartition par âge

L'échantillon couvre l'ensemble des tranches d'âge adulte avec une légère surreprésentation des 20-29 ans, principale catégorie active dans les communes d'Abobo et de Yopougon.



L'échantillon présente une structure d'âge très proche des quotas fixés, traduisant une bonne représentativité générationnelle.

3.3 Répartition par niveau d'instruction

Les niveaux d'éducation sont également bien équilibrés, avec une légère surreprésentation (+2%) des répondant.e.s de niveau secondaire.

Récapitulatif des quotas par niveau d'instruction obtenue sur le terrain (Ivoire Mètre 2025) par rapport aux proportions de référence (RGPH 2021)

Tab. 1

Niveau d'instruction	Quota prévu	Réalisé sur le terrain
Supérieur	17 %	16 %
Secondaire	38 %	40 %
Primaire	27 %	26 %
Aucun	18 %	17 %

Ces résultats traduisent une couverture harmonieuse des profils éducatifs et confirment la conformité de l'échantillon avec les paramètres méthodologiques définis avant la collecte

3.4 Appréciation globale

De manière générale, la comparaison entre les quotas attendus et les résultats observés montre un taux de conformité supérieur à 95 %. Les écarts mineurs constatés (± 1 à 2 points) relèvent des variations normales de terrain et

ne compromettent ni la représentativité statistique ni la fiabilité des analyses.

Ainsi, l'échantillon final peut être considéré comme équilibré, robuste et représentatif de la population adulte des communes d'Abobo et de Yopougon.

Situation générale du pays

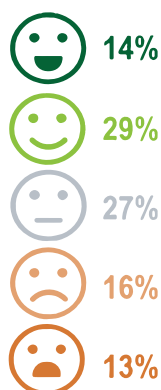
4. Résultats clés de l'étude

4.1 Perception de la situation générale du pays

4.1.1 Perception de la situation générale de la Côte d'Ivoire

Perception de la situation générale de la Côte d'Ivoire

Fig. 3

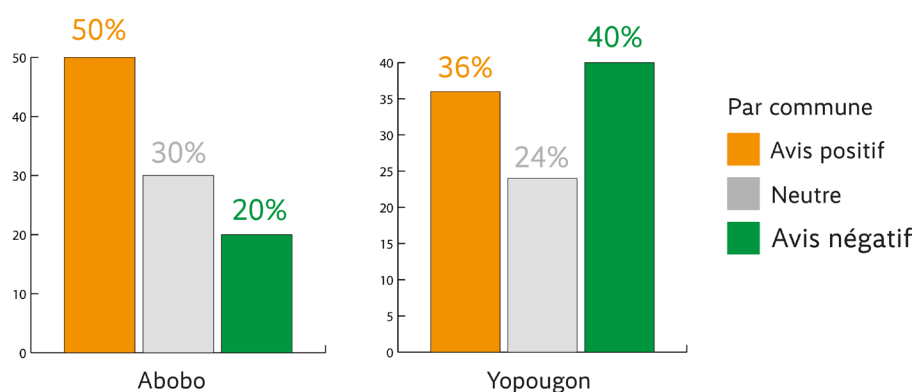


L'enquête Ivoire-Mètre 2025 met en lumière une perception globalement contrastée de la situation actuelle de la Côte d'Ivoire.

Dans l'ensemble, 43 % des personnes interrogées estiment que la situation du pays est positive, tandis que 29 % en ont une perception négative, et 28 % la jugent moyenne ou stable. Seulement 1 % des répondant.e.s n'ont pas souhaité se prononcer.

Perception de la situation générale du pays par commune

Fig. 4



Les différences d'opinion sont davantage liées à la localisation géographique qu'aux variables sociodémographiques telles que le sexe ou l'âge. Les habitant.e.s d'Abobo se montrent sensiblement plus optimistes, avec 48 % d'avis positifs, contre 38 % pour ceux de Yopougon, où la perception est plus critique. Les écarts observés selon le sexe ou la tranche d'âge demeurent statistiquement non significatifs.

4.1.2 Perception de la situation générale de la Côte d'Ivoire

Selon les résultats de l'enquête Ivoire-Mètre 2025, 37 % des répondant.e.s estiment que la situation du pays s'est améliorée au cours des 12 derniers mois, tandis que 40 % considèrent qu'elle est restée la même et 22 % qu'elle s'est détériorée.

Ainsi donc, 1 répondant.e sur 3 perçoit une améliora-

tion, principalement grâce aux infrastructures (63 %), à la sécurité (53 %) et à la création d'emplois (30 %).

Parmi ceux qui jugent que la situation s'est dégradée, les causes les plus souvent citées sont la cherté de la vie (83 %), le chômage (52 %) et l'insécurité (48 %).

4.1.2.1 Facteurs d'amélioration cités

Facteurs d'amélioration Tab. 2

Facteurs d'amélioration	Pourcentage
Infrastructures	63 %
Sécurité	53 %
Emploi	30 %
Santé	29 %
Gouvernance	21 %
Conditions de vie	20 %
Éducation	16 %
Cohésion sociale	12 %

Ces résultats confirment que les citoyen.ne.s associent les progrès observés à des actions visibles : la construction d'infrastructures routières et sanitaires, la sécurité renforcée dans certains quartiers, et la création d'emplois dans le secteur public et privé.

4.1.2.2 Facteurs de détérioration cités

Facteurs de détérioration Tab. 3

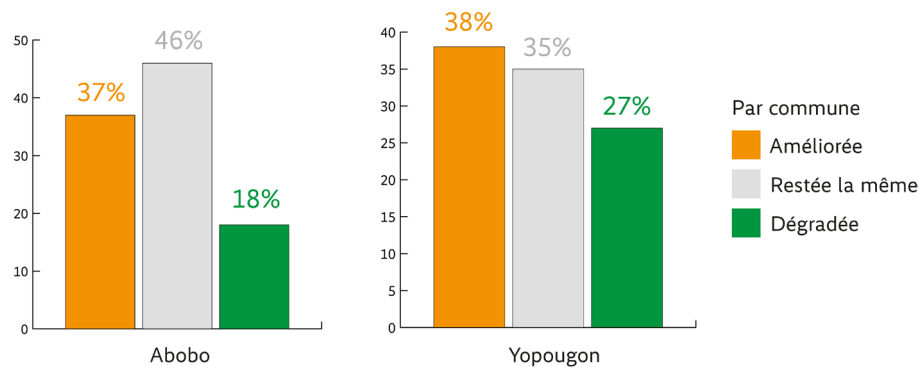
Facteurs de détérioration	Pourcentage
Cherté de la vie	83 %
Chômage	52 %
Insécurité	48 %
Pauvreté	35 %
Gouvernance	21 %
Éducation	12 %
Santé	10 %
Terrorisme	8 %
Délestage	1 %

Ces données traduisent un ressenti économique fort, lié à la hausse des prix et à la précarité de l'emploi, mais aussi une inquiétude sécuritaire persistante dans certains quartiers urbains.

4.1.2.3 Différences selon les communes

Répartition des répondant.e.s selon la perception de l'évolution de la situation du pays au cours des 12 derniers mois par commune

Fig. 5



Les habitant.e.s d'Abobo se montrent légèrement plus positif.ve.s que ceux de Yopougon : 37 % y perçoivent une amélioration contre 38 % à Yopougon, mais le taux de dégradation est plus faible à Abobo (18 %) qu'à Yopougon (27 %).

Cette différence s'explique par une meilleure perception de la sécurité et des infrastructures à Abobo, tandis que les habitant.e.s de Yopougon évoquent davantage la cherté de la vie et la stagnation économique.

4.1.2.4 Différences selon les tranches d'âge

Répartition des répondant.e.s selon la perception de l'évolution de la situation du pays au cours des 12 derniers mois par tranche d'âge

Tab. 4

Âge	Améliorée	Restée la même	Détériorée
20-29 ans	38 %	41 %	21 %
30-39 ans	37 %	36 %	26 %
40-49 ans	36 %	44 %	20 %
50-59 ans	36 %	39 %	26 %
60 ans et plus	41 %	46 %	13 %

Dans ce tableau, il est visible que **les jeunes (20–29 ans)** et **les seniors (60+)** apparaissent comme les groupes les plus optimistes (38 % et 41 % d'avis positifs). **Les adultes actifs (30–49 ans)** expriment davantage de prudence, entre 36 % et 37 % d'amélioration, et près d'un quart signalant une dégradation.

Cette variation s'explique par le poids du chômage et les difficultés économiques vécues par les actifs, tandis que les jeunes et les retraités perçoivent une relative stabilité sociale.

4.1.2.5 Différences selon la catégorie socio-professionnelle

Répartition des répondant.e.s selon la perception de l'évolution de la situation du pays au cours des 12 derniers mois par situation socio professionnelle

Tab. 5

Catégorie	Améliorée	Restée la même	Détériorée
Étudiants	40 %	38 %	23 %
Employés du secteur formel	46 %	35 %	19 %
Travailleurs du secteur informel	37 %	41 %	22 %
Retraités	33 %	36 %	31 %
Sans emploi	30 %	48 %	21 %

Dans cette section, les données révèlent que les employé.e.s du secteur formel (46%) et les étudiant.e.s (40%) perçoivent plus positivement l'évolution du pays, évoquant notamment les efforts de développement et les opportunités d'emploi émergentes.

À l'inverse, les retraités (31% de perception négative) et les sans emploi (21%) traduisent une plus grande vulnérabilité économique et une perception plus critique du contexte socio-économique.

4.1.2.6 Synthèse partielle

L'analyse croisée des données en liens avec la perception des répondant.e.s quant à l'évolution de la situation de la Côte d'Ivoire au cours des 12 derniers mois, met en évidence :

- Une amélioration perçue par 37 des répondant.e.s, principalement grâce aux progrès visibles dans les infrastructures et la sécurité.
- Une stagnation ressentie par 40 %, traduisant une attente d'impact plus concret sur la vie quotidienne.
- Une dégradation perçue par 22%, centrée sur la cherté de la vie et le chômage.
- Abobo affiche une perception légèrement plus stable et confiante que Yopougon, où les inquiétudes économiques restent dominantes.
- Les employé.e.s du secteur formel et les jeunes étudiant.e.s demeurent les plus optimistes, tandis que les retraités se montrent les plus critiques.

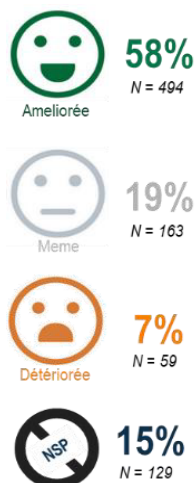
4.1.3 Attentes et projection pour les 12 prochains mois

Après avoir évalué la situation du pays au cours des 12 derniers mois, l'étude Ivoire-Mètre 2025 a interrogé les citoyen.ne.s sur leurs attentes et projections pour l'année à venir. Cette analyse vise à comprendre si les populations abordent l'avenir avec optimisme, prudence ou inquiétude, dans un contexte préélectoral où les enjeux économiques, sociaux et politiques s'entrecroisent. Les prochaines sections exposent les résultats y relatifs.

4.1.3.1 Différences entre les communes

Répartition des répondant.e.s selon la perception de l'évolution de la situation du pays au cours des 12 prochains mois

Fig. 6

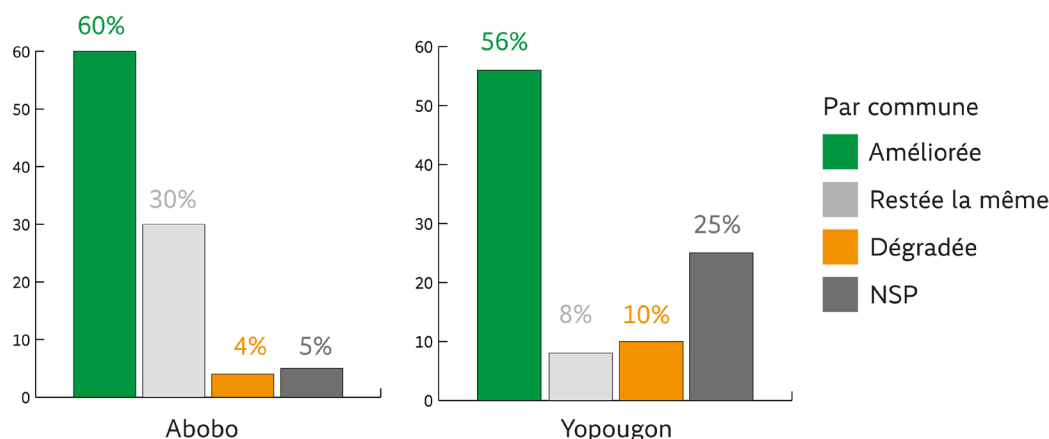


Dans l'ensemble, 58 % des répondant.e.s estiment que la situation générale du pays va s'améliorer au cours des 12 prochains mois, tandis que 19 % pensent qu'elle restera la même et seulement 7 % anticipent une détérioration. À cela s'ajoutent 15 % de non-réponses (NSP), traduisant une certaine réserve face à l'incertitude du contexte politique. Ces résultats témoignent d'un élan d'optimisme, même à l'approche des élections de 2025. Les discours recueillis confirment ce sentiment : les citoyen.ne.s espèrent que la stabilité politique et les réformes économiques permettront une amélioration tangible de leurs conditions de vie.

4.1.3.2 Différences selon les communes

Perception de l'évolution de la situation du pays au cours des 12 prochains mois par commune

Fig. 7



L'analyse par commune met en évidence des contrastes notables : à Abobo, 60 % des habitant.e.s pensent que la situation va s'améliorer, contre 30 % qui estiment qu'elle restera la même, 4 % qu'elle se détériorera et 5 % qui ne se prononcent pas.

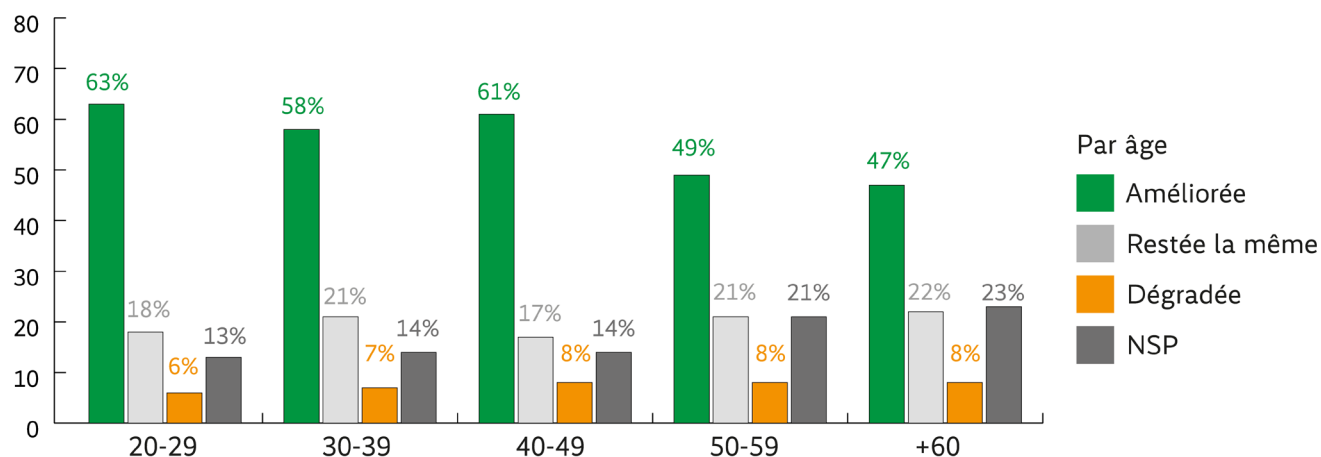
À Yopougon, la proportion d'optimistes reste élevée (56 %),

mais la part des indécis est plus importante (25 % NSP), et 10 % anticipent une détérioration. Ces chiffres confirment la tendance déjà observée sur les 12 derniers mois : Abobo demeure la commune la plus confiante, tandis que Yopougon exprime davantage d'hésitation et de prudence.

4.1.3.3 Variations selon l'âge

Perception de l'évolution de la situation du pays au cours des 12 prochains mois par tranche d'âge

Fig. 8



La perception de l'avenir varie également selon les tranches d'âge : les 20–29 ans sont les plus optimistes (63 % pensent à une amélioration, seulement 6 % à une détérioration). Les 30–39 ans et 40–49 ans affichent respectivement 58 % et 61 % d'optimisme. Les 50–59 ans (49 %) et les 60 ans et plus (47 %) demeurent positifs, mais à un

niveau inférieur, avec davantage de réserves (21–23 % NSP). Ces résultats montrent que l'optimisme décroît légèrement avec l'âge : les plus jeunes croient davantage au changement, tandis que les seniors adoptent une attitude plus prudente, souvent liée à une expérience plus longue des cycles politiques et économiques.

4.1.3.4. Synthèse partielle

Dans l'ensemble, les populations de Yopougon et Abobo abordent l'avenir avec espoir et vigilance. La majorité perçoit une dynamique positive portée par la stabilité politique relative, les investissements publics et la continuité des programmes sociaux. Cependant, la pru-

dence des seniors et l'indécision accrue à Yopougon rappellent que cet optimisme demeure fragile. Il repose sur la capacité du futur gouvernement à répondre efficacement aux attentes prioritaires : l'emploi, la lutte contre la pauvreté et la sécurité.

4.1.4 Défis prioritaires identifiés par les populations

L'analyse des réponses à la question sur les principaux défis nationaux révèle un consensus quasi général : les

priorités citées par la majorité des répondant.e.s concernent l'emploi, la pauvreté et l'insécurité.

Répartition des répondant.e.s par défi prioritaire pour l'évolution de la situation du pays

Tab. 6

Défis prioritaires	Abobo	Yopougon	Niveau de priorité
Chômage des jeunes	76 %	75 %	● Très forte priorité
Pauvreté	57 %	41 %	● Très forte priorité
Insécurité	40 %	38 %	● Forte priorité
Santé	27 %	18 %	● Priorité moyenne
Corruption	26 %	22 %	● Priorité moyenne
Inflation	21 %	29 %	● Priorité moyenne
Éducation	16 %	23 %	● Priorité moyenne
Délestages	10 %	6 %	● Faible priorité
Terrorisme	4 %	5 %	● Faible priorité

Les données montrent que les enjeux socio-économiques dominent très largement les priorités exprimées par les populations d'Abobo et de Yopougon.

4.1.4.1 L'emploi, préoccupation majeure et transversale

Le chômage, et plus particulièrement le chômage des jeunes, apparaît comme la première préoccupation citée par 76 % des répondant.e.s à Abobo et 75 % à Yopougon.

Ce résultat traduit un consensus quasi total sur l'importance de l'emploi/activité professionnelle, comme condition de stabilité et de dignité. Les jeunes interrogés expriment un besoin urgent d'insertion professionnelle, au-delà des clivages sociaux et scolaires. Comme l'a résumé une participante :

« Les jeunes méritent d'avoir un emploi sans distinction sociale. » (Femme, 20–29 ans, niveau supérieur, secteur formel)

L'emploi se situe donc au sommet du classement des défis nationaux, selon la perception des participant.e.s, toutes communes confondues, et reste le marqueur le plus fort du sentiment de vulnérabilité socio-économique.

4.1.4.2 La pauvreté, reflet d'un malaise social persistant

La pauvreté constitue le deuxième grand défi, citée par 49 % des répondant.e.s à l'échelle globale. Les écarts entre communes révèlent toutefois des différences notables, car en effet, 57 % des habitant.e.s d'Abobo la placent parmi leurs trois principales préoccupations, contre 41 % à Yopougon.

Cette disparité peut s'expliquer par la structure socio-économique des ménages, Abobo comptant une proportion plus élevée de familles à faibles revenus et de travailleurs du secteur informel. Le sentiment d'exclusion sociale y est également plus prononcé. Une femme de 60 ans vivant dans le secteur informel résume ce ressenti :

« Je demande au futur président d'aider les populations vulnérables comme nous. Nous souffrons beaucoup, la pauvreté nous fatigue. » (Abobo, femme, 60 ans, secteur informel)

Ces propos illustrent la centralité de la question sociale dans les attentes des citoyen.ne.s. Cela suggère donc

que les politiques publiques devraient accorder plus d'attention à ces aspects, en renforçant les dispositifs de protection sociale (aides, sécurité de revenu, couverture santé, etc.) et d'inclusion (égalité des chances, appui aux plus vulnérables).

4.1.4.3 L'insécurité, une préoccupation toujours présente

L'insécurité arrive en troisième position des priorités exprimées, citée par 39 % des répondant.es au total. Les différences entre communes restent faibles (40 % à Abobo, et 38 % à Yopougon.)

Les populations associent cette préoccupation à la montée du banditisme urbain, aux vols et agressions, mais aussi à la crainte d'une instabilité régionale liée aux tensions dans les pays voisins du Sahel. Cette sensibilité sécuritaire s'exprime davantage chez les personnes âgées et les retraités, qui ressentent plus fortement la peur au quotidien.

4.1.4.4 Les autres défis économiques et institutionnels

Derrière ce trio de tête, plusieurs autres problématiques se dégagent :

→ L'inflation (25 %), souvent associée à la cherté de la vie, touche particulièrement les ménages à revenus modestes et reste une source d'anxiété partagée dans les deux communes. (Abobo : 21 % ; Yopougon : 29 %)

→ La corruption, citée par 24 % des enquêtés, est également perçue comme un frein à la justice sociale et à la confiance dans les institutions. (Abobo : 26 % ; Yopougon : 22 %)

→ La santé (22 %) et l'éducation (moyenne 20 %, avec 16 % à Abobo et 23 % à Yopougon) figurent aussi parmi les préoccupations, mais de manière moins prioritaire que les dimensions économiques et sécuritaires.

→ Les enjeux du terrorisme (4 à 5 %) et des délestages électriques (6 à 10 %) apparaissent marginaux, bien qu'ils soient mentionnés dans certains quartiers sensibles.

Les résultats démontrent que les citoyen.ne.s des deux communes placent au cœur de leurs attentes des problématiques concrètes et quotidiennes. Trois dimensions structurent la hiérarchie des défis :

1. L'économique, à travers l'emploi et la lutte contre la pauvreté ;

2. Le social, marqué par la recherche d'équité et de justice ;

3. Le sécuritaire, qui traduit un besoin de stabilité et de protection.

Le profil des priorités est remarquablement homogène entre Abobo et Yopougon, signe que les préoccupations dépassent les frontières territoriales pour s'ancrer dans une réalité urbaine partagée. Ainsi, les attentes envers les futurs dirigeants se concentrent sur des réponses tangibles aux difficultés économiques, à la vulnérabilité sociale et au sentiment d'insécurité qui traversent la vie quotidienne de ces citoyen.ne.s.

4.1.4.5 Synthèse partielle

Derrière ce trio de tête, plusieurs autres problématiques se dégagent :

En résumé, l'étude met en évidence une Côte d'Ivoire perçue positivement par 4 citoyen.ne.s sur 10, mais traversée par une forte polarisation entre communes et catégories sociales. Si Abobo se distingue par une perception plus optimiste et une attente de poursuite des progrès, Yopougon exprime davantage de prudence et de doute quant à la trajectoire du pays. Malgré ces différences, ces populations partagent un même socle de préoccupations : l'emploi, la lutte contre la pauvreté et la sécurité, considérés comme les piliers prioritaires de toute action gouvernementale à venir.

Sources d'information

4.2 Sources d'information et fiabilité perçue

La maîtrise de l'information constitue un pilier essentiel de la participation citoyenne et du renforcement de la gouvernance démocratique.

L'étude Ivoire-Mètre 2025 s'est intéressée aux canaux privilégiés par les citoyen.ne.s pour s'informer et à la perception de la fiabilité et de la régulation des médias en Côte d'Ivoire.

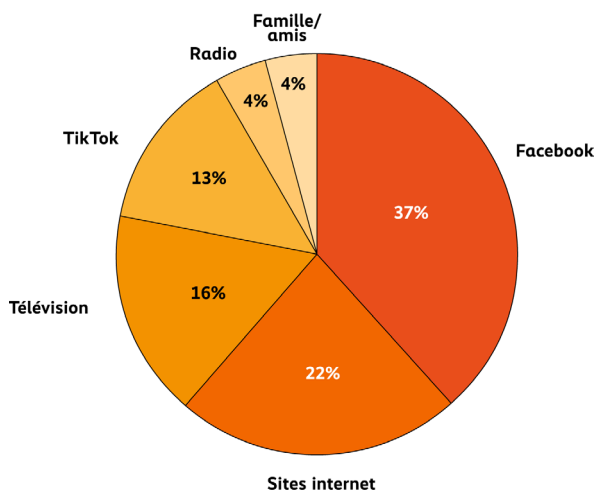
Les résultats révèlent une société de plus en plus connectée, marquée par la domination des médias digitaux, mais aussi une confiance persistante envers la télévision, jugée plus fiable et mieux encadrée. Les prochaines sections présentent ces résultats plus en détail.

4.2.1 Perception de la situation générale de la Côte d'Ivoire

Les données indiquent que 51 % des répondant.e.s se tournent vers les réseaux sociaux et les sites internet comme principales sources d'information. Cette tendance traduit l'ancrage du numérique dans les habitudes de consommation médiatique, en particulier chez les jeunes et les actifs urbains.

Répartition des répondant.e.s selon leur source d'information principale

Fig. 9



Les canaux les plus utilisés sont :

- Facebook (37 %), qui domine largement le paysage numérique ;
- Les sites internet (22 %), perçus comme un complément d'information ;
- TikTok (13 %), dont l'usage est en forte progression, notamment chez les jeunes ;
- La radio (4 %) et les familles/amis (4 %), qui jouent désormais un rôle marginal.
- Cette évolution témoigne d'un basculement générationnel : l'information circule désormais de façon horizontale, via les réseaux, plutôt que verticale, à partir des médias traditionnels.

4.2.2 La télévision reste la source la plus crédible

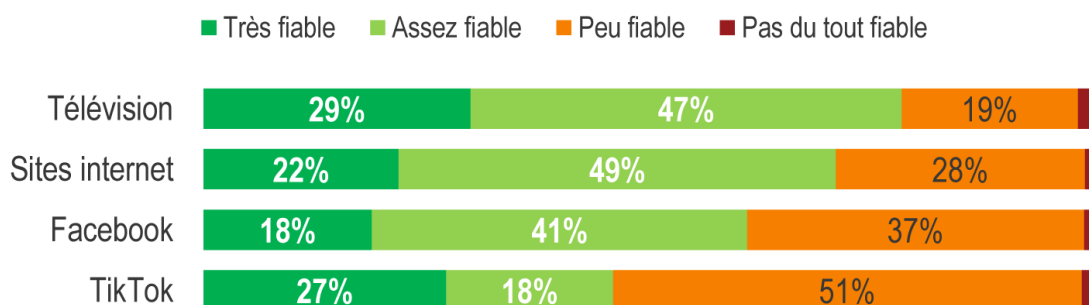
Malgré l'essor du numérique, la télévision demeure la source d'information jugée la plus fiable. En effet, 77 % des répondant.e.s la considèrent comme très ou assez fiable, contre 70 % pour les sites internet, 59 % pour Facebook et 45 % pour TikTok.

Ces chiffres montrent que, si les citoyen.ne.s privilégient les plateformes digitales pour la rapidité et l'accessibilité,

ils continuent d'accorder leur confiance principale aux médias audiovisuels traditionnels, en raison de leur cadre de régulation et de la crédibilité des sources.

Perception de la fiabilité de leur source d'information principale

Fig. 10



Cette confiance plus élevée dans la télévision pourrait s'expliquer par sa visibilité nationale, son encadrement institutionnel et la perception d'un contrôle plus strict des informations diffusées.

4.2.3 La gestion des médias : entre satisfaction et méfiance

Niveau de satisfaction des répondant.e.s sur la gestion des médias

Fig. 11



Interrogés sur la gestion des médias par les autorités de régulation, 60 % des répondant.e.s se déclarent satisfait.e.s. Parmi eux :
→ 14 % se disent très satisfait.e.s,
→ 46 % plutôt satisfait.e.s.



Ces répondant.e.s justifient leur satisfaction par :
→ la qualité et la fiabilité des informations (55 %),
→ la protection contre la désinformation (41 %),
→ et la protection du public (27 %).



Cependant, 33 % des personnes interrogées expriment une insatisfaction :
→ 21 % se disent plutôt insatisfaites,
→ 12 % très insatisfaites.



Les motifs évoqués renvoient principalement :
→ au manque de transparence (34 %),
→ à l'influence politique (28 %),
→ à la censure de certains contenus (28 %),
→ et à une inefficacité perçue dans la lutte contre les infos (21 %).

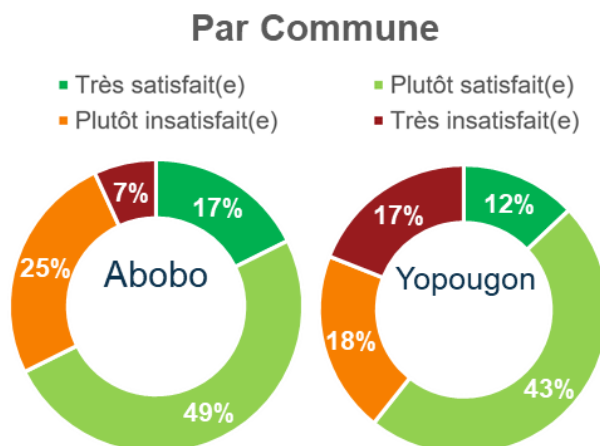
Cette méfiance traduit une demande croissante d'indépendance médiatique et de pluralisme dans le traitement de l'information.

4.2.4 Des différences selon les communes

La satisfaction vis-à-vis de la gestion des médias varie selon les zones enquêtées :

Niveau de satisfaction de la gestion des médias par commune

Fig. 12



- À Abobo, 66 % des habitant.e.s se déclarent satisfait.e.s (dont 17 % très satisfait.e.s et 49 % plutôt satisfait.e.s) ;
- À Yopougon, le taux de satisfaction est plus faible (55 %), avec 12 % très satisfait.e.s et 43 % plutôt satisfait.e.s.

Les écarts peuvent s'expliquer par la structure socio-professionnelle des répondant.e.s et la perception plus politisée du paysage médiatique à Yopougon. Les habitant.e.s d'Abobo, davantage utilisateurs des médias publics et communautaires, semblent accorder une confiance plus marquée à la régulation nationale.

Cette ambivalence illustre un double besoin citoyen :

- d'une part, l'accès libre et rapide à l'information via le numérique ;
- d'autre part, la garantie d'une information fiable et équilibrée, incarnée par les médias traditionnels.

Le renforcement de la régulation, l'éducation aux médias et la lutte contre la désinformation apparaissent comme des leviers essentiels pour consolider la confiance publique dans les médias ivoiriens à l'horizon 2025.

4.2.5 Synthèse partielle

Dans l'ensemble, l'étude met en évidence un paysage médiatique hybride : les médias digitaux dominent en termes d'usage, tandis que la télévision reste la référence en matière de crédibilité.

Les citoyen.ne.s apprécient la qualité croissante des contenus mais réclament davantage de transparence, d'impartialité et de diversité d'opinions.

4.3 Gouvernance et confiance dans les institutions

L'analyse des données issues de la collecte révèle une confiance modérée envers les principales institutions publiques.

Les citoyen.ne.s reconnaissent les efforts entrepris par l'État en matière de gouvernance, mais demeurent préoccupés par les questions de transparence, de corruption et de participation citoyenne.

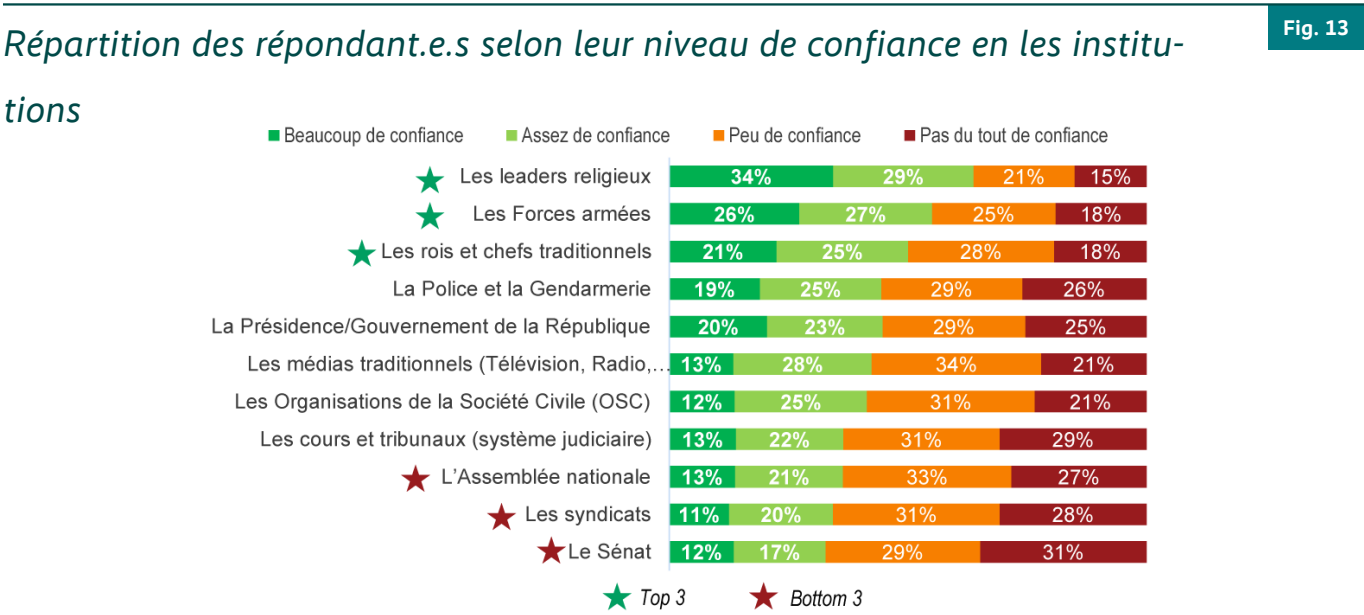
Les attentes exprimées traduisent une volonté forte d'amélioration du fonctionnement institutionnel et du rapport entre gouvernants et gouvernés.

4.3.1 Niveau de confiance envers les institutions publiques

La confiance des répondant.e.s a été mesurée sur une échelle en quatre niveaux :

- Pas du tout confiance,
- Peu de confiance,
- Assez confiance,
- Beaucoup confiance.

La figure ci-dessous présente la répartition des opinions déclarées pour les principales institutions :



Moins d'un.e répondant.e sur 5 (entre 12 % et 19 %) déclarent avoir une forte confiance dans les institutions, sauf lorsqu'il s'agit des leaders religieux, des forces armées et des rois et chefs traditionnels.

4.3.2 Perception de la gestion gouvernementale entre satisfaction modérée et critiques persistantes

Les résultats de l'enquête Ivoire-Mètre 2025 révèlent une opinion partagée quant à la gestion actuelle du gouvernement. Dans l'ensemble, 56 % des répon-

dant.e.s se déclarent satisfait.e.s (17 % très satisfait.e.s et 39 % plutôt satisfait.e.s), tandis que 41 % expriment un mécontentement (20 % insatisfait.e.s et 21 % très insatisfait.e.s). Environ 3 % des personnes interrogées n'ont pas souhaité se prononcer (NSP).

Répartition des répondant.e.s selon le niveau de satisfaction de la gestion gouvernementale

Tab. 7

Niveau de satisfaction	Pourcentage
Très satisfait	17 %
Plutôt satisfait	39 %
Plutôt insatisfait	20 %
Très insatisfait	21 %
NSP	3 %

Bien qu'une majorité relative de citoyen.ne.s reconnaisse des efforts du gouvernement, notamment en matière d'infrastructures, de sécurité et d'emplois, une part importante de la population manifeste une désillusion persistante, notamment autour des questions de gouvernance, de transparence et de pouvoir d'achat.

4.3.2.1 Une satisfaction plus marquée à Abobo qu'à Yopougon

Répartition des répondant.e.s selon le niveau d satisfaction de la gestion gouvernementale par commune

Tab. 8

Commune	Satisfait (total) ¹	Très satisfait	Plutôt satisfait	Plutôt insatisfait	Très insatisfait
Abobo	68 %	22 %	46 %	18 %	13 %
Yopougon	45 %	13 %	32 %	22 %	29 %

Il ressort des données collectées que les habitant.e.s d'Abobo sont nettement plus satisfait.e.s (68 %) que ceux de Yopougon (45 %). Cette différence s'explique par une perception plus favorable de l'action publique locale à Abobo, notamment en termes de développement urbain et de services publics.

À Yopougon, en revanche, la défiance est plus forte, avec un taux de mécontentement cumulé de 51 %, traduisant une attente élevée envers la gouvernance et les politiques sociales.

1 Dans l'ensemble du document, Satisfait (total) = Très satisfait + Satisfait

4.3.2.2 Satisfaction selon le niveau d'instruction

Répartition des répondant.e.s selon le niveau d satisfaction de la gestion gouvernementale par niveau d'instruction

Tab. 9

Niveau d'instruction	Satisfait (total)
Aucun niveau	65 %
Primaire	56 %
Secondaire	57 %
Supérieur	56 %

Lorsqu'on répartit les données en fonction du niveau d'instruction, force est de constater que la satisfaction est légèrement plus élevée chez les personnes non scolarisées (65 %), qui semblent juger la gouvernance à partir d'indicateurs concrets du quotidien (routes, sécurité, assistance sociale). Cependant, les personnes ayant un niveau primaire à supérieur affichent une satisfaction moyenne (56–57 %), et expriment souvent plus de critiques sur la transparence et la corruption, perçues comme insuffisamment maîtrisées.

4.3.2.3 Satisfaction selon la catégorie socio-professionnelle

Répartition des répondant.e.s selon le niveau d satisfaction de la gestion gouvernementale par situation socioprofessionnelle

Tab. 10

Catégorie	Satisfait (total)
Secteur formel	63 %
Étudiants	57 %
Secteur informel	60 %
Sans emploi	54 %
Retraités	39 %

Les données ventilées par catégories socio-professionnelles mettent en évidence le fait que :

→ Les employés du secteur formel (63 %) et les travailleurs du secteur informel (60 %) apparaissent comme les plus satisfait.e.s, probablement en raison d'une perception directe des efforts économiques et sécuritaires du gouvernement.

→ Les étudiants (57 %) expriment un niveau de satisfaction intermédiaire, tout en restant critiques sur la question de l'emploi et de la vie chère.

→ Les sans emploi (54 %) conservent une confiance prudente.

→ Les retraités (39 %) sont de loin les plus insatisfait.e.s, évoquant souvent la cherté de la vie, la précarité sociale, et le sentiment d'exclusion des politiques publiques.

4.3.2.4 Synthèse partielle

La majorité relative des répondant.e.s, soit 56 %, se déclare satisfaite de la gestion gouvernementale, traduisant une reconnaissance des efforts entrepris par les autorités, notamment dans le domaine des infrastructures et de la sécurité. Cependant, la polarisation des opinions demeure forte, révélant une fracture perceptible au sein de la population. Les écarts territoriaux sont particulièrement significatifs : les habitant.e.s d'Abobo expriment une appréciation globalement positive de la gouvernance, tandis que ceux de Yopougon manifestent davantage de réserve, marqués par une certaine crise de confiance envers les institutions.

Sur le plan social et générationnel, cette dualité se renforce. Les actifs du secteur formel, bénéficiant directement des retombées économiques et des initiatives publiques, se montrent plus confiants. En revanche, les retraités traduisent une forme de lassitude citoyenne,

liée à la dégradation du pouvoir d'achat et à une attente croissante d'un renouveau politique et social.

Dans l'ensemble, cette perception illustre une satisfaction de contexte, fondée sur les progrès visibles, mais accompagnée d'une exigence accrue de transparence, d'équité et d'efficacité dans la conduite des politiques publiques.

4.3.3 Attentes prioritaires en matière de gouvernance

Lorsqu'ils sont interrogés sur les priorités d'action du gouvernement, les répondant.e.s placent en tête la lutte contre la corruption (54 %), suivie par le renforcement de la transparence (48 %) et la création d'emplois (46 %).

Répartition des répondant.e.s selon leurs attentes en matière de gestion gouvernementale

Tab. 11

Domaine prioritaire cité	Pourcentage
Lutte contre la corruption	54 %
Transparence dans la gestion publique	48 %
Création d'emplois	46 %
Réduction du coût de la vie	38 %
Accès à la justice	33 %
Renforcement de la liberté d'expression	28 %

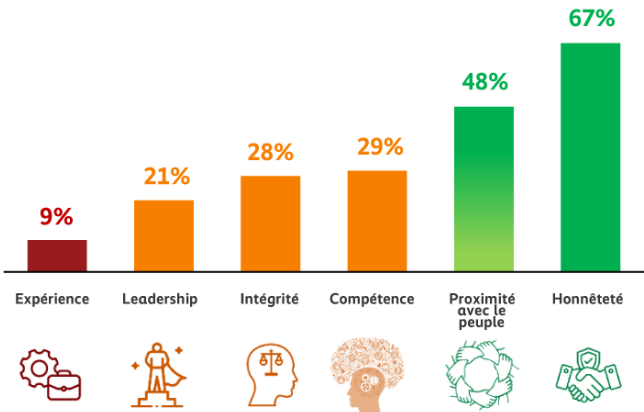
4.3.4 Qualités d'un bon dirigeant politique

En ce qui concerne les qualités que les répondant.e.s pensent être les plus importantes chez un dirigeant

politique, l'honnêteté (67%) et la proximité avec le peuple (48%) arrivent en tête du sondage.

Qualité importante d'un bon dirigeant politique perçue par les répondant.e.s

Fig. 14



4.3.5 Synthèse partielle

Ces résultats traduisent une confiance mitigée mais non disqualifiante envers les institutions nationales. Les citoyen.ne.s d'Abobo et de Yopougon attendent avant tout :

→ une plus grande transparence dans la gestion des affaires publiques,

→ une réduction des pratiques de corruption,

→ et une justice plus équitable et accessible.

La consolidation démocratique, dans la perception des répondant.e.s, passe ainsi par un renforcement de la redevabilité et de la proximité entre les institutions et la population.

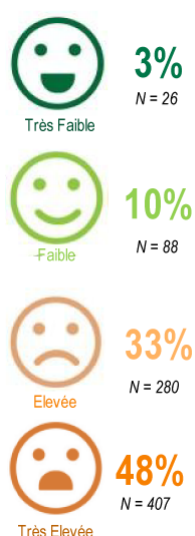
Corruption et justice

4.4 Les perceptions citoyennes de la Corruption et la Justice

4.4.1 Perception de la corruption en Côte d'Ivoire

Répartition des répondant.e.s selon le niveau de corruption perçu

Fig. 15



Les résultats de l'enquête Ivoire-Mètre 2025 révèlent une perception très préoccupante de la corruption, jugée élevée ou très élevée par 81 % des répondant.e.s aussi bien à Abobo qu'à Yopougon. Ce constat traverse toutes les catégories de population, indépendamment du sexe, de l'âge ou de la profession, et confirme que la lutte contre la corruption demeure un enjeu central de gouvernance publique.

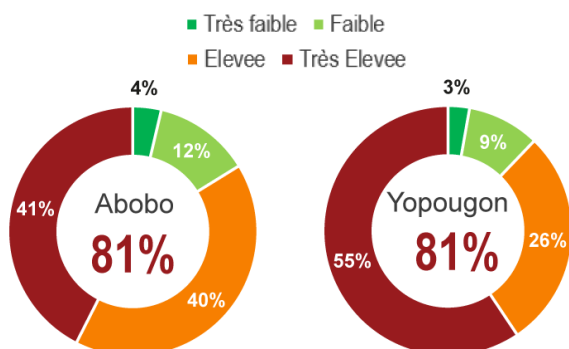
4.4.1.1 Niveau général de corruption perçu

À Abobo, 40 % des enquêtés estiment que la corruption est élevée et 41 % la jugent très élevée, contre seulement 12 % qui la considèrent faible et 7 % très faible.

À Yopougon, la tendance est similaire : 26 % la jugent élevée et 55 % très élevée, soit un total identique de 81 % de perception négative. Les perceptions positives sont marginales (9 % faible, 3 % très faible).

Répartition des répondant.e.s selon la perception du niveau de corruption

Fig. 16



Ces résultats traduisent une crise de confiance persistante vis-à-vis des institutions publiques, malgré les réformes engagées dans la transparence et la redevabilité. Les populations expriment un sentiment d'impuissance face à un phénomène considéré comme systémique et enraciné dans la sphère politico-administrative.

4.4.1.2 Institutions et secteurs les plus touchés

La police arrive en tête des institutions jugées les plus corrompues (67 % des répondant.e.s), suivie de l'administration publique (45 %) et de la justice (30 %).

Ces trois secteurs sont perçus comme les plus vulnérables aux pratiques illicites telles que les pots-de-vin, les abus de pouvoir ou le favoritisme dans les décisions.

Viennent ensuite des niveaux intermédiaires de perception :

→ Santé (23 %) et mairies (21 %), souvent associées à la

gestion des documents administratifs et aux prestations de service public ;

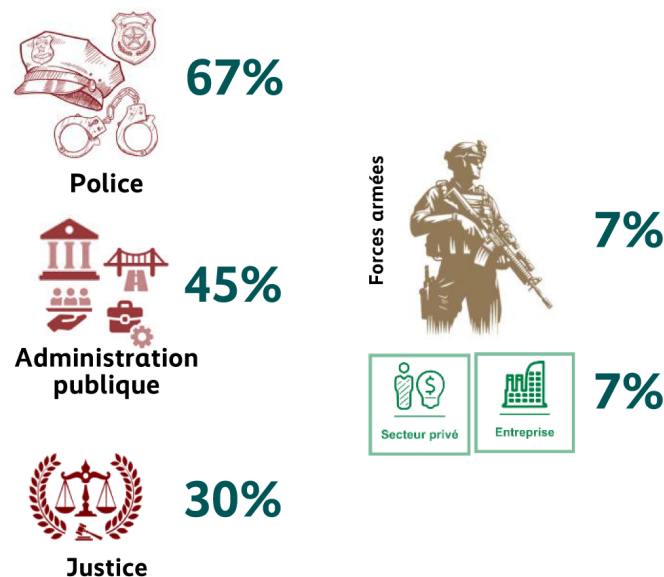
→ Éducation (14 %), douanes et impôts (13 %), gendarmerie (13 %), dont la crédibilité reste fragilisée par des soupçons récurrents de clientélisme et de détournement.

En revanche, certains secteurs inspirent davantage de confiance.

Les forces armées, le secteur privé et les entreprises sont jugés beaucoup moins exposés à la corruption, chacun ne recueillant que 7 % de réponses négatives.

Pourcentage de perception de corruption élevée ou très élevée par secteur

Fig. 17



4.4.1.3 Synthèse partielle

Cette perception quasi-unanime d'une corruption élevée illustre un sentiment collectif de lassitude et d'exigence de probité dans la gestion publique.

La convergence des opinions entre Abobo et Yopougon, deux territoires socialement et politiquement contrastés, souligne le caractère transversal du problème : la corruption est perçue comme une entrave majeure à

la justice, à la performance institutionnelle et à la confiance citoyenne.

La population attend des autorités des réformes visibles et dissuasives, notamment dans les secteurs de la police, de la justice et de l'administration publique, jugés prioritaires pour restaurer la crédibilité de l'État.

4.4.2 Réaction citoyenne face à la corruption et confiance dans la justice

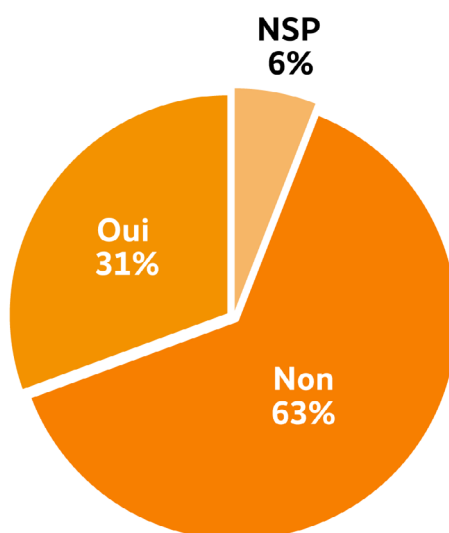
Les données de l'enquête Ivoire-Mètre 2025 révèlent une grande résignation citoyenne face à la corruption et une méfiance persistante envers les institutions chargées de la combattre. La majorité des citoyen.ne.s interrogés déclarent ne pas savoir vers qui se tourner ou ne pas croire à l'efficacité des dispositifs existants.

4.4.2.1 Une faible propension à signaler les cas de corruption

À la question « Pensez-vous que les citoyen.ne.s peuvent signaler la corruption sans crainte ? », 63 % des répondant.e.s affirment ne pas oser rapporter un cas de corruption, contre seulement 31 % qui se disent prêts à le faire, tandis que 6 % préfèrent ne pas se prononcer. Ce résultat traduit un climat de peur et de méfiance généralisé : pour trois personnes sur cinq, dénoncer expose à des risques personnels ou professionnels, faute de protection des lanceurs d'alerte et de confiance dans le système judiciaire.

Répartition des répondant.e.s selon la propension à dénoncer un cas de corruption

Fig. 18



4.4.2.2 Une méconnaissance des structures de lutte

Une majorité écrasante (73 %) des personnes interrogées déclarent ne connaître aucun organe officiel de lutte contre la corruption. Parmi ceux qui en citent un, les institutions les plus mentionnées sont :

- la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG), identifiée par 11 % des répondant.e.s ;
- le Pôle pénal économique et financier, cité par 7 % ;
- et le Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, également reconnu par 7 %.

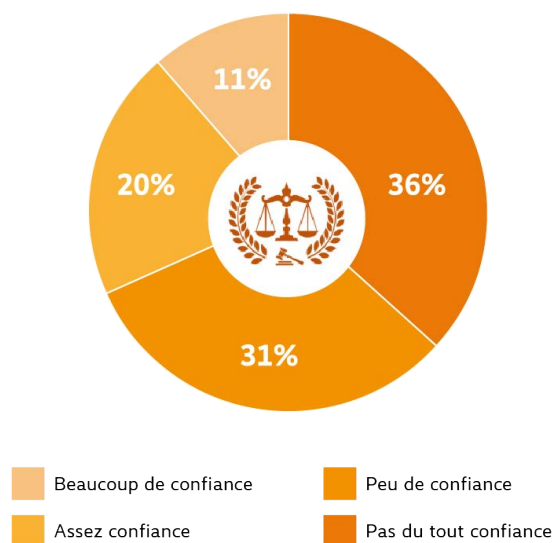
Cette méconnaissance généralisée révèle une insuffisance de communication institutionnelle et un manque de visibilité des mécanismes de recours pourtant existants. Elle fragilise la participation citoyenne à la lutte contre la corruption.

4.4.2.3 Une confiance limitée envers la justice

Interrogés sur leur niveau de confiance envers la justice ivoirienne, les citoyen.ne.s expriment des opinions partagées mais globalement prudentes :

- 31 % déclarent avoir peu de confiance,
- 36 % disent n'en avoir aucune,
- Tandis que seuls 20 % affirment avoir assez de confiance, et 11 % beaucoup de confiance.

Ces chiffres montrent que plus des deux tiers des citoyen.ne.s (67 %) doutent de l'intégrité ou de l'efficacité du système judiciaire. Ce scepticisme s'explique par la perception d'un manque d'équité, de transparence et d'indépendance dans les décisions de justice.



4.4.2.4 Perception des qualités associées à la justice

Malgré ces critiques, certains aspects positifs subsistent :

- 51 % jugent la justice équitable,
- 47 % la considèrent transparente,
- 38 % estiment qu'elle « dit le droit »,
- 30 % la perçoivent comme incorruptible,
- et 24 % la trouvent impartiale.

Ces proportions traduisent une volonté de reconnaissance des progrès institutionnels, mais aussi une demande sociale de réformes plus profondes, notamment en matière d'indépendance judiciaire, de traitement des plaintes et de reddition de comptes.

4.4.2.5 Synthèse partielle

L'ensemble de ces résultats montre que la lutte contre la corruption reste perçue comme inefficace et distante du/de la citoyen.ne ordinaire. La peur de dénoncer, la méconnaissance des organes compétents et la faible confiance envers la justice nourrissent un cercle vicieux de silence et d'impunité. Une meilleure communication institutionnelle, le renforcement des mécanismes de protection des plaignants et une justice plus visible, transparente et équitable apparaissent comme des leviers essentiels pour restaurer la confiance publique.

Sécurité et défense

4.5 Les perceptions citoyennes de la sécurité et défense

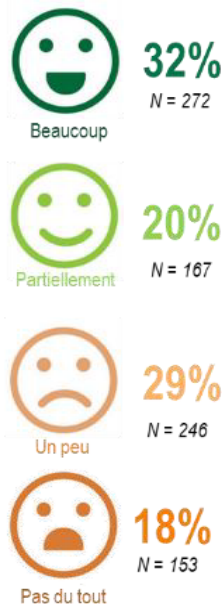
4.5.1 Perception du climat sécuritaire en Côte d'Ivoire

Les résultats de l'enquête mettent en évidence un sentiment de sécurité globalement mitigé au sein de la population, révélant à la fois une reconnaissance des efforts des forces de l'ordre et des inquiétudes persistantes liées à la criminalité et aux incidents de sécurité.

4.5.1.1 Une majorité modérément confiante

Répartition des répondant.e.s selon le sentiment de sécurité

Fig. 20



Globalement, 52 % des répondant.e.s déclarent se sentir en sécurité, dont 32 % affirment se sentir beaucoup en sécurité et 20 % partiellement. Cette perception positive repose principalement sur trois éléments :

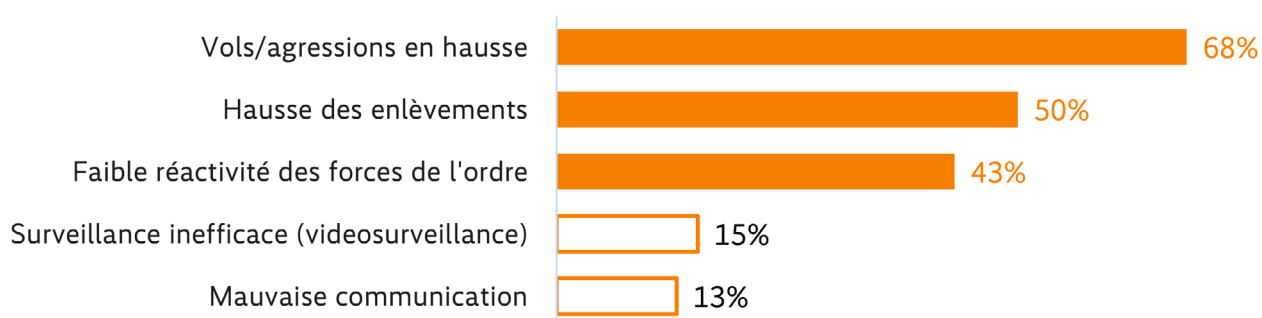
- la réactivité des forces de l'ordre (citée par 64 % des personnes se disant en sécurité),
- une baisse des vols et agressions (57 %),
- et le renforcement de la surveillance technologique (35 %).

Ces résultats traduisent une amélioration perçue de la présence policière et de la rapidité d'intervention dans certaines zones urbaines, notamment à Abobo, où 56 % des habitant.e.s se déclarent confiants, contre 48 % à Yopougon.

Les populations évoquent également la multiplication des patrouilles, l'usage croissant de la vidéosurveillance et une meilleure coordination des forces de sécurité, bien que ces avancées soient jugées encore insuffisantes.

4.5.1.2 Des inquiétudes persistantes sur l'insécurité urbaine

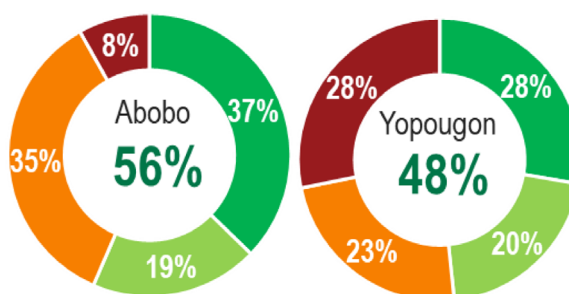
Malgré ces progrès, 47 % des répondant.e.s estiment que la situation reste préoccupante, voire fragile. Parmi eux, 29 % disent ne se sentir en sécurité qu'un peu, et 18 % pas du tout. Les raisons évoquées sont multiples :



Ces préoccupations concernent particulièrement les quartiers périphériques et les zones à forte densité démographique, où la criminalité de proximité (vols à main armée, braquages, cambriolages) demeure une réalité quotidienne.

4.5.1.3 Des écarts territoriaux marqués

Répartition des répondant.e.s selon le sentiment de sécurité



Les perceptions divergent sensiblement entre Abobo et Yopougon.

→ À Abobo, la proportion de citoyen.ne.s se disant en sécurité atteint 56 %, témoignant d'une amélioration visible des dispositifs de sécurité, d'une plus grande réactivité policière et d'une baisse ressentie des agressions.

→ À Yopougon, cette proportion descend à 48 %, avec 28 % des habitant.e.s affirmant ne pas se sentir en sécurité du tout. Ces différences pourraient s'expliquer par la configuration urbaine, le taux de criminalité plus élevé à Yopougon et la perception d'un suivi institutionnel plus faible dans certains quartiers populaires.

4.5.1.4 Synthèse partielle

Le sentiment de sécurité en Côte d'Ivoire reste contrasté et fragile.

Si une majorité relative reconnaît les efforts des forces de l'ordre et les progrès enregistrés depuis quelques années, près d'un(e) répondant.e sur deux exprime encore une crainte persistante face aux vols, aux agressions et aux enlèvements.

Cette dualité traduit à la fois une amélioration tangible du dispositif sécuritaire et une perception sociale influencée par des expériences locales hétérogènes.

En somme, la sécurité apparaît comme un domaine en transition, marqué par des résultats encourageants mais encore inégaux selon les territoires.

Les citoyen.ne.s attendent désormais une consolidation durable de ces acquis à travers une présence accrue et mieux répartie des forces de l'ordre, une communication plus fluide avec les populations, et une modernisation continue des outils de surveillance pour garantir la sécurité de tous.

4.5.2 Lien perçu entre sécurité intérieure et environnement régional

L'étude s'est également intéressée à la perception des interactions entre les enjeux sécuritaires internes et les évolutions régionales. Les répondant.e.s ont été invités à indiquer dans quelle mesure ils estiment que les tensions observées dans les pays voisins ont un impact sur la sécurité en Côte d'Ivoire

Les données) recueillies à ce propos confirment que le contexte régional est perçu comme un élément influençant la sécurité nationale.

Perception globale de la sécurité nationale en lien avec les relations avec l'AES

Tab. 12

Relation avec l'AES	Réponse	Pourcentage
Perception de l'influence des relations avec l'AES sur le niveau de sécurité du pays	Oui	53 %
	Non	40 %
	Ne sait pas	8 %
Crainte d'un impact de l'instabilité politique ou sécuritaire des pays de l'AES (Burkina Faso, Mali, Niger) sur la Côte d'Ivoire	Oui	56 %
	Non	37 %
	Ne sait pas	7 %

Une majorité de 53 % des répondant.e.s considère que les relations entre la Côte d'Ivoire et les pays membres de l'AES ont un impact sur le niveau de sécurité du pays, contre 40 % qui ne le pensent pas et 8 % qui ne se prononcent pas. De plus, 56 % des enquêtés déclarent craindre que l'instabilité politique ou sécuritaire dans les pays du Sahel en particulier au Burkina Faso, au Mali et au Niger puisse entraîner des répercussions sur la Côte d'Ivoire.

À l'inverse, 37 % estiment que ces crises n'auront pas d'incidence, et 7 % ne se prononcent pas. Ces résultats suggèrent que, pour une partie importante de la population, la sécurité nationale est perçue dans une dimension régionale, intégrant à la fois les efforts internes de maintien de l'ordre et les risques liés à l'environnement géopolitique voisin.

Protection sociale, services publics et justice sociale

4.6 Les perceptions citoyennes de la protection sociale, des Services publics et de la justice sociale

Cette section s'intéresse aux perceptions citoyennes de la protection sociale, c'est-à-dire à la manière dont les populations évaluent l'accès, la qualité et l'équité des services publics essentiels tels que les transports, l'eau, le logement, la santé et les infrastructures sociales de base.

L'objectif est de mesurer dans quelle mesure ces services répondent aux besoins quotidiens des citoyen.ne.s, de cerner les niveaux de satisfaction et d'identifier les principaux défis liés à la justice sociale et à la réduction des inégalités d'accès.

4.6.1 Satisfaction vis-à-vis des services publics de base

4.6.1.1 Niveau de satisfaction concernant les services de base

Niveau de satisfaction des répondant.e.s selon les services de base

Tab. 13

Domaine évalué	Satisfait (total)
Accès aux routes et transports	67 %
Accès aux services de santé	64 %
Qualité des établissements scolaires	72 %

Les résultats montrent un niveau de satisfaction globalement modéré à l'égard des services essentiels (transports et routes, santé, éducation), avec des variations selon les domaines.

→ Accès aux routes et transports : 67 % des répondant.e.s se déclarent satisfait.e.s de l'accessibilité routière et des moyens de transport dans leur commune.

→ Accès aux services de santé : 64 % des répondant.e.s se disent satisfait.e.s des services de santé disponibles là où ils vivent.

→ Éducation : L'éducation obtient le niveau de satisfac-

tion le plus élevé parmi les trois domaines, avec 72 % de satisfait.e.s concernant la qualité des établissements scolaires dans la commune.

Ces chiffres traduisent une appréciation plutôt favorable, en particulier pour l'éducation, mais ils suggèrent aussi que l'accès aux soins et aux transports reste un point de vigilance pour une partie non négligeable de la population, puisque 28 % à 36 % des répondant.e.s ne se déclarent pas satisfait.e.s selon les domaines.

4.6.1.2 Satisfaction vis-à-vis des conditions de logement

L'enquête explore également la satisfaction résidentielle, en distinguant quatre niveaux de jugement :

Tab. 14

Niveau de satisfaction des répondant.e.s sur logement

Niveau de satisfaction	Pourcentage
Très satisfait(e)	16 %
Satisfait(e)	42 %
Insatisfait(e)	25 %
Très insatisfait(e)	16 %

Autrement dit, une majorité relative des personnes interrogées se situe dans une appréciation positive de leur logement (16 % très satisfait.e.s + 42 % satisfait.e.s = 58 %), mais près de 4 personnes sur 10 expriment une insatisfaction (25 % insatisfait.e.s + 16 % très insatisfait.e.s = 41 %).

Raisons de satisfaction du logement

Chez les personnes satisfaites de leur logement, les principaux motifs avancés sont les suivants :

→ Cohésion dans le quartier : 66 %. La qualité du voisinage et le climat social local sont cités comme premier facteur de satisfaction.

→ Salubrité, éclairage et entretien public : 48 %. Cela renvoie à l'état des espaces communs et des équipements publics de proximité (éclairage, propreté, entretien).

→ Loyers abordables : 47 %. Le niveau du loyer est perçu comme supportable.

→ Disponibilité d'eau courante et d'électricité : 42 %. L'accès régulier aux services de base (eau, électricité) est mis en avant comme un élément positif.

→ Disponibilité de moyens de transport vers le lieu de travail, d'étude ou d'activité : 30 %. La possibilité de se déplacer facilement à partir du quartier est également mentionnée comme facteur de satisfaction.

Ces éléments montrent que la satisfaction résidentielle n'est pas seulement liée aux caractéristiques du logement lui-même, mais aussi à l'environnement immédiat (quartier, services publics de base, accessibilité).

Raisons d'insatisfaction du logement

Chez les personnes insatisfaites, les causes les plus citées sont de nature économique et environnementale :

→ Loyers chers : 70 % Le coût du logement apparaît comme le premier motif de mécontentement.

→ Insalubrité, éclairage et entretien public insuffisants : 41 %. Cette insatisfaction renvoie à la propreté générale, à l'état des parties communes, à l'éclairage public et à l'entretien des alentours.

→ Indisponibilité de moyens de transport vers les lieux essentiels (travail, école, etc.) : 25 %.

→ Manque de cohésion dans le quartier : 21 %. Les tensions ou l'absence de solidarité de voisinage sont mentionnées comme facteur de malaise.

→ Indisponibilité d'eau courante et d'électricité : 17 %. Certaines personnes signalent des difficultés d'accès régulier à ces services de base.

Ces motifs d'insatisfaction mettent en avant un double enjeu : le coût du logement et la qualité des conditions urbaines (environnement physique, services publics, mobilité).

4.6.2 Perception de la justice sociale

Ici, l'enquête Ivoire-Mètre explore la manière dont les citoyen.ne.s perçoivent la justice sociale en Côte d'Ivoire. Les questions portaient sur la compréhension de ce concept, la réalité de l'égalité des chances, l'identification des groupes sociaux défavorisés et les actions jugées prioritaires pour renforcer l'équité nationale.

4.6.2.1 Une conception de la justice sociale centrée sur l'égalité et les droits

Les données montrent que pour la majorité des citoyen.ne.s, la justice sociale renvoie avant tout à des principes d'équité et de respect des droits.

→ 54 % des répondant.e.s l'associent à l'égalité des chances, ce qui traduit une attente forte d'équité dans l'accès aux opportunités économiques, sociales et éducatives.

→ 42 % évoquent le respect des droits humains, soulignant l'importance accordée aux valeurs fondamentales de dignité et de justice.

→ En revanche, les aspects économiques apparaissent secondaires : 27 % mentionnent la lutte contre les discriminations et seulement 23 % la répartition des richesses.

Ces résultats indiquent que la population accorde davantage d'importance aux valeurs morales et institutionnelles qu'à la redistribution matérielle, suggérant une vision plus éthique que socio-économique de la justice sociale.

4.6.2.2 Une égalité des chances perçue comme inachevée

Lorsqu'il s'agit d'évaluer si l'égalité des chances est une réalité en Côte d'Ivoire, les opinions révèlent un fort sentiment d'insatisfaction.

→ Seuls 13 % estiment qu'elle existe "beaucoup" et 26 % "un peu", soit moins de 40 % d'avis positifs.

→ En revanche, 59 % considèrent qu'elle n'est "pas vraiment" (32 %) ou "pas du tout" (27 %) effective.

Autrement dit, plus d'un(e) citoyen.ne sur deux juge que les inégalités persistent malgré les discours d'équité. Ce constat traduit une fracture entre les principes institutionnels d'égalité et la réalité vécue au quotidien, notamment dans l'accès à l'emploi, à l'éducation, à la santé et à la justice.

4.6.2.3 Des groupes sociaux perçus comme les plus défavorisés

Les perceptions mettent en avant une hiérarchie claire des populations vulnérables :

→ Les jeunes arrivent en tête (44 %), traduisant la préoccupation dominante liée au chômage et à la précarité de l'emploi.

→ Viennent ensuite les personnes à faible revenu (39 %), les travailleurs informels (31 %), les femmes (30 %) et les personnes en situation de handicap (30 %).

→ Enfin, les habitant.e.s des zones rurales (20 %) sont également identifiés comme une catégorie désavantagée, mais dans une moindre mesure.

Ces résultats confirment une conscience sociale aigüe des inégalités économiques et générationnelles, où la jeunesse et la pauvreté apparaissent comme les principaux marqueurs de vulnérabilité.

4.6.2.4 Les leviers de la justice sociale selon les citoyen.ne.s

Pour renforcer la justice sociale, les répondant.e.s privilégient des actions concrètes orientées vers la protection et la productivité :

→ 45 % citent le travail décent et la croissance économique comme priorité.

→ 40 % insistent sur l'accès équitable à la santé et à l'éducation.

→ 40 % évoquent la protection des populations vulnérables, et 28 % la redistribution des richesses.

Ces priorités révèlent une demande d'intervention publique visant à garantir l'inclusion sociale par l'emploi, les services essentiels et la protection des plus fragiles.

4.6.2.5 Synthèse partielle

Globalement, la justice sociale est perçue comme un objectif encore lointain.

Malgré la reconnaissance du principe d'égalité des chances, la majorité des citoyen.ne.s exprime un sentiment d'exclusion ou de déséquilibre dans la répartition des opportunités et des ressources. L'importance accordée au travail décent, à la santé, à l'éducation et à la protection sociale montre que les attentes portent sur des politiques publiques plus inclusives, redistributives et centrées sur le bien-être collectif.

4.6.3 Priorités sociales

Les données recueillies montrent que les attentes sociales prioritaires des citoyen-ne-s se concentrent autour de quatre domaines majeurs : la santé, la sécurité alimentaire et l'agriculture, l'éducation et le logement. Ces secteurs apparaissent comme les principaux piliers d'un programme social perçu comme réussi.

- La santé est la priorité la plus largement citée par les répondant.e.s, avec 64 % d'entre eux la plaçant en tête des besoins sociaux urgents.
- Viennent ensuite la sécurité alimentaire et l'agriculture (44 %) et l'éducation (41 %), qui traduisent une attente forte en matière de stabilité économique et de renforcement du capital humain.
- Le logement est également cité par 37 % des participants, témoignant d'une préoccupation croissante pour l'amélioration des conditions de vie urbaines et périurbaines.

En revanche, deux domaines apparaissent comme moins prioritaires :

- La lutte contre l'insécurité est mentionnée par 21 % des répondant.e.s ;
- L'accès aux routes et aux transports ne recueille que 16 %, ce qui en fait le point le moins cité parmi les besoins sociaux exprimés.

Ces résultats mettent en évidence une hiérarchie claire des attentes : les citoyen.ne.s privilégient les besoins essentiels directement liés au bien-être et à la vie quotidienne, santé, alimentation, éducation, logement, avant les infrastructures de transport ou la sécurité, déjà abordées par d'autres volets du questionnaire.

Répartition des répondant.e.s selon les attentes pour de meilleurs services de base

Tab. 15

Domaine prioritaire	Pourcentage
Santé	64 %
Sécurité alimentaire / Agriculture	44 %
Éducation	41 %
Logement	37 %
Lutte contre l'insécurité	21 %
Accès aux routes et transports	16 %

Participation citoyenne et cohésion sociale

4.7 Participation citoyenne et cohésion sociale

Cette section du questionnaire s'intéresse aux perceptions citoyennes du **vivre-ensemble** et de la **cohésion sociale** en Côte d'Ivoire. Elle vise à comprendre comment les habitant.e.s perçoivent leurs relations avec les autres communautés, y compris les populations immigrées, ainsi que l'évolution des attitudes vis-à-vis de la diversité culturelle et des enjeux d'intégration.

Les questions explorent la qualité de la cohabitation, les effets supposés de l'immigration sur l'emploi et la sécurité, ainsi que la manière dont les citoyen.ne.s perçoivent aujourd'hui la présence des immigrés dans le pays.

4.7.1 Perception citoyenne du vivre-ensemble et de la cohésion sociale

4.7.1.1 Une cohésion sociale globalement perçue comme positive

La majorité des personnes interrogées exprime une opinion favorable sur le climat de cohabitation sociale. Ainsi, 63 % des répondant.e.s estiment que la cohésion sociale est bonne à très bonne, dont 30 % la jugent très bonne et 33 % plutôt bonne.

En revanche, 20 % considèrent qu'elle est moyenne, et 16 % la jugent mauvaise à des degrés divers (9 % plutôt mauvaise, 7 % très mauvaise).

Répartition des répondant.e.s selon leur perception de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire

Tab. 16

Appréciation de la cohésion sociale	Pourcentage
Très bonne	30 %
Plutôt bonne	33 %
Moyenne	20 %
Plutôt mauvaise	9 %
Très mauvaise	7 %

Ces résultats traduisent un climat de confiance modérée : la majorité perçoit un environnement social stable, même si une minorité souligne la persistance de tensions ou de barrières communautaires locales.

4.7.1.2 Les effets économiques de l'immigration : entre valorisation et méfiance

Les avis sur l'impact de l'immigration sur l'emploi sont contrastés.

Pour 44 % des citoyen.ne.s, les immigrés créent des emplois et participent à l'économie nationale, tandis que 35 % estiment qu'ils prennent la place des travailleurs nationaux. Enfin, 19 % n'observent aucun effet particulier sur l'emploi.

Répartition des répondant.e.s selon la perception de l'influence de l'immigration sur le marché de l'emploi

Tab. 17

Effet perçu de l'immigration sur l'emploi	Pourcentage
Crée des emplois	44 %
Neutre	19 %
Prend des emplois	35 %

Cette répartition traduit un clivage entre reconnaissance du rôle économique des immigrés, notamment dans les secteurs informels, et sentiment de concurrence dans un contexte de chômage élevé.

4.7.1.3 L'intégration culturelle, un enjeu central du vivre-ensemble

Les résultats indiquent une attente marquée d'assimilation culturelle : 59 % des répondant.e.s considèrent que les immigrés doivent adopter la culture ivoirienne.

Cette opinion traduit la volonté d'une intégration sociale harmonieuse autour de valeurs communes perçues comme essentielles à la cohésion nationale.

4.7.1.4 Sécurité et immigration : un lien souvent évoqué

Sur le plan sécuritaire, 59 % des répondant.e.s estiment que l'immigration contribue à une augmentation de la criminalité. Cette perception, plus qu'un constat objectif, traduit un ressenti collectif : elle reflète des inquiétudes latentes liées à la criminalité urbaine et aux tensions régionales dans le Sahel.

Ainsi, si la majorité reconnaît la valeur du vivre-ensemble, une partie importante de la population continue d'associer immigration et vulnérabilité sécuritaire.

4.7.1.5 Saturation migratoire : une impression largement partagée

Une très large majorité de la population (88 %) considère qu'il y a trop d'immigrés dans le pays. Cette perception de saturation traduit à la fois une inquiétude identitaire et démographique, mais également une préoccupation d'ordre économique.

En effet, de nombreux répondant.e.s associent la forte présence d'étrangers à une pression accrue sur le marché du travail, en particulier dans les secteurs informels où la concurrence pour l'emploi et les revenus est la plus vive.

Cette situation alimente le sentiment que les opportunités économiques deviennent plus rares et que les ressources disponibles, notamment les emplois, les logements ou les petits commerces, sont de plus en plus partagées entre un nombre croissant d'acteurs.

Ainsi, au-delà des enjeux culturels, cette perception reflète aussi une anxiété socio-économique, liée à la peur de la précarité et à la recherche d'une meilleure redistribution des bénéfices de la croissance au profit des nationaux.

Ainsi, si la majorité reconnaît la valeur du vivre-ensemble, une partie importante de la population continue d'associer immigration et vulnérabilité sécuritaire.

4.7.1.6 Une image des immigrés divisée entre ouverture et méfiance

Lorsqu'ils sont interrogés sur l'évolution de l'image des immigrés au fil des années, les répondant.e.s se partagent équitablement : 46 % estiment qu'elle s'est améliorée, tandis que 46 % jugent qu'elle s'est détériorée, et 8 % ne notent aucun changement.

Répartition des répondant.e.s selon leur perception de l'évolution de l'image des immigré.es en Côte d'Ivoire

Tab. 18

Évolution de l'image des immigrés	Pourcentage
Image plus positive	46 %
Inchangée	8 %
Image plus négative	46 %

Ce résultat illustre une société ivoirienne **profondément partagée** entre ouverture à la diversité et méfiance culturelle. La perception des immigré.e.s oscille entre reconnaissance de leur rôle économique et crainte d'une altération du tissu social.

4.7.2 Participation citoyenne et perception de l'écoute publique

Cette section examine la participation des citoyen·ne·s aux affaires publiques et leur perception de l'influence qu'ils exercent sur les décisions politiques. Les questions portaient à la fois sur les formes d'engagement (vote, réunions, manifestations, pétitions), sur les freins à la participation, et sur la reconnaissance de la voix citoyenne dans la gouvernance publique. Les résultats mettent en évidence une population partagée entre volonté d'implication et sentiment d'inefficacité de son action.

4.7.2.1 Une participation citoyenne à deux vitesses

La moitié des personnes interrogées (50 %) déclare avoir déjà pris part à une initiative citoyenne ou politique, tandis que 47 % reconnaissent n'avoir jamais participé, et 3 % n'ont pas exprimé d'opinion.

Parmi les formes d'engagement, 64 % des participants indiquent avoir pris part à des réunions publiques ou communautaires, 38 % mentionnent le vote comme moyen d'expression, et 19 % ont déjà participé à des manifestations pacifiques. Seuls 3 % déclarent avoir signé une pétition.

Répartition des répondant.e.s selon leur mode d'expression de la participation citoyenne

Tab. 19

Formes de participation	Pourcentage
Réunions	64 %
Vote	38 %
Manifestations pacifiques	19 %
Pétition	3 %

Ces chiffres montrent que la participation reste essentiellement institutionnelle et ponctuelle, dominée par le vote et la présence aux réunions locales, tandis que les formes d'engagement plus revendicatives demeurent marginales.

4.7.2.2 Des freins structurels à l'engagement citoyen

Parmi les obstacles identifiés à la participation, le manque d'information arrive en tête, cité par 51 % des répondant.e.s.

Viennent ensuite le manque de confiance dans les institutions (27 %), le manque de temps ou de ressources (27 %), et la peur de représailles (26 %). Enfin, 22 % mentionnent une indifférence ou démotivation vis-à-vis des questions politiques.

Répartition des répondant.e.s selon les facteurs perçus comme limitant la participation citoyenne

Tab. 20

Principaux freins à la participation	Pourcentage
Manque d'information	51 %
Manque de confiance	27 %
Manque de temps / ressources	27 %
Peur de représailles	26 %
Indifférence	22 %

Ces résultats suggèrent que l'engagement citoyen reste entravé non seulement par des contraintes personnelles ou matérielles, mais aussi par un déficit de confiance et de communication entre citoyen.ne.s et autorités.

4.7.2.3 Une voix citoyenne perçue comme peu écoutée

Lorsqu'on interroge les participant.e.s sur la reconnaissance de la voix du peuple, 39 % estiment que celle-ci est « écoutée » (dont 10 % disent « beaucoup » et 29 % « un peu »). En revanche, 57 % considèrent qu'elle ne l'est « pas vraiment » (26 %) ou « pas du tout » (31 %).

Répartition des répondant.e.s selon leur perception de la portée de la voix de la population

Tab. 21

Perception de l'écoute de la voix citoyenne	Pourcentage
Oui beaucoup	10 %
Oui un peu	29 %
Non pas vraiment	26 %
Non pas du tout	31 %

Cette majorité de réponses négatives illustre un sentiment d'exclusion politique et une perception limitée du pouvoir citoyen dans la prise de décision publique. Malgré un taux de participation modéré, la reconnaissance de l'influence populaire reste donc faible, ce qui alimente la démotivation et le désengagement.

4.7.2.4 Une implication incomplète et fragmentée

En combinant les données, on observe que 38 % des personnes engagées, soit environ un cinquième de l'échantillon total, exercent leur participation essentiellement à travers le vote, contre moins de 10 % par les manifestations pacifiques.

Cette distribution traduit une implication partielle, concentrée sur les mécanismes électoraux mais encore limitée dans les espaces de dialogue et de plaidoyer.

Les principaux freins demeurent l'accès à l'information, la méfiance, le manque de moyens et la crainte de représailles, quatre dimensions qui entravent durablement la

construction d'une participation citoyenne active et confiante.

Les résultats confirment une participation citoyenne moyenne, marquée par l'intérêt pour les mécanismes électoraux mais freinée par le manque de confiance et de transparence institutionnelle. Le déficit d'information et la peur d'exprimer des opinions critiques affaiblissent la capacité collective à influencer les politiques publiques. Le renforcement du dialogue local, l'éducation civique et la garantie d'espaces sûrs d'expression apparaissent ainsi comme des leviers essentiels pour consolider la participation démocratique en Côte d'Ivoire.

Le testament pour les prochaines années

4.8 Le testament pour les prochaines années

Dans cette section, la lumière est mise sur les priorités exprimées par les citoyen.ne.s pour les années à venir, en matière économique, sociale, de gouvernance, de cohésion sociale et de sécurité.

Elle traduit la vision des Ivoiriennes et Ivoiriens pour un avenir meilleur, tout en révélant leurs attentes à l'égard des dirigeants politiques. Les données qui suivent sont issues des réponses aux questions Q11.1 à Q11.5 du questionnaire, portant sur les domaines dans lesquels le futur gouvernement devrait concentrer ses efforts pour améliorer les conditions de vie et renforcer la cohésion nationale.

4.8.1 Les attentes économiques : emploi, prix et revenus au cœur des priorités Un impératif : l'emploi

La préoccupation économique la plus forte demeure l'emploi, cité par 84 % des personnes interrogées comme première priorité du futur gouvernement.

Cette forte proportion reflète une attente sociale majeure, notamment face au chômage des jeunes et à la précarisation des emplois dans les secteurs informels.

Attentes pour une économie productive avec des richesses réparties

Tab. 22

Domaine économique	Pourcentage
Création d'emplois	84 %
Lutte contre la cherté de la vie (prix)	73 %
Augmentation des revenus	46 %
Lutte contre la corruption	28 %

Les citoyen.ne.s insistent aussi sur la stabilisation des prix (73 %) et la hausse des revenus (46 %), deux leviers essentiels pour améliorer le pouvoir d'achat. Enfin, 28 % évoquent la lutte contre la corruption comme un pilier d'assainissement économique et de justice sociale.

4.8.2 Les priorités sociales : sécurité alimentaire, logement et infrastructures

Viennent ensuite le logement décent (65 %) et les infrastructures routières et de transport (37 %).

Sur le plan social, les attentes s'orientent vers des besoins fondamentaux et concrets.

La sécurité alimentaire arrive en tête avec 66 % des réponses, traduisant une inquiétude persistante face à la flambée des prix et aux inégalités d'accès à une alimentation suffisante et de qualité.

Attentes pour une gouvernance gagnant plus de confiance de la part de ses administrés

Tab. 23

Domaine social prioritaire	Pourcentage
Sécurité alimentaire	66 %
Logement	65 %
Infrastructures et transport	37 %

Ces résultats montrent que les attentes des citoyen.ne.s restent ancrées dans des préoccupations de base, révélant un besoin de développement social équilibré entre zones rurales et urbaines.

4.8.3 Gouvernance : transparence et lutte contre la corruption

L'étude s'est intéressée aux attentes des citoyen.ne.s en matière de gouvernance, en leur demandant d'identifier les axes sur lesquels les autorités devraient concentrer leurs efforts. Le tableau ci-dessous en présente les résultats :

Attentes pour un secteur social répondant aux besoins des plus vulnérables

Tab. 24

Mesures prioritaires de gouvernance	Pourcentage
Lutter contre la corruption	40 %
Promouvoir la transparence publique	26 %
Renforcer la justice	22 %

Ces données présentées plus hauts expriment qu'en matière de gouvernance, les citoyen.ne.s identifient trois leviers essentiels à renforcer pour restaurer la confiance entre gouvernants et gouvernés.

La **lutte contre la corruption (40%)** arrive en première position, traduisant une préoccupation constante des populations face aux détournements de fonds publics, au favoritisme et à l'absence de sanctions exemplaires. Pour beaucoup, la corruption reste un obstacle majeur au développement, à la justice sociale et à la crédibilité des institutions.

Vient ensuite la **transparence dans la gestion publique (26 %)**, perçue comme une condition indispensable à la redevabilité. Les citoyen.ne.s expriment le besoin de comprendre comment sont utilisées les ressources publiques et d'être mieux informés sur les politiques menées, notam-

ment dans les domaines sensibles comme les marchés publics, la fiscalité et les dépenses sociales.

Enfin, le **renforcement de la justice (22 %)** complète ce triptyque. Les répondant.e.s estiment que l'efficacité et l'impartialité du système judiciaire demeurent insuffisantes. Ils plaident pour une justice accessible à tous, plus rapide et indépendante, capable de protéger les droits des citoyen.ne.s sans distinction de statut social ou politique.

Ces trois dimensions – intégrité, transparence et équité judiciaire – forment le socle d'une gouvernance renouvelée et crédible aux yeux des citoyen.ne.s ivoiriens. Elles traduisent une aspiration forte à un État exemplaire, redevable et au service du bien commun.

4.8.4 Cohésion sociale : dialogue et réduction des in-égalités

Pour 41 % des répondant.e.s, la priorité en matière de cohésion sociale réside dans la promotion du dialogue entre communautés, perçu comme un instrument clé de paix durable.

Par ailleurs, 21 % soulignent la nécessité de réduire les in-égalités sociales, signe d’une préoccupation croissante pour la justice sociale et l’équité territoriale.

Attentes pour un tissu social plus solide

Tab. 25

Axes de cohésion sociale	Pourcentage
Favoriser le dialogue intercommunautaire	41 %
Réduire les inégalités sociales	21 %

Ces résultats rappellent que la cohésion sociale ne se limite pas à la coexistence pacifique, mais suppose aussi des politiques actives d’équité et de reconnaissance mutuelle.

4.8.5 Sécurité : renforcement des moyens et prévention

La question sécuritaire demeure un enjeu transversal. Les priorités exprimées se répartissent entre sont présentés dans le tableau ci-après.

Attentes pour l’amélioration de la sécurité

Tab. 26

Actions prioritaires pour la sécurité	Pourcentage
Renforcer les effectifs et moyens des forces de l’ordre	33 %
Améliorer la collaboration population-forces de sécurité	17 %
Renforcer la présence de l’État sur le territoire	17 %
Prévenir la délinquance et la drogue chez les jeunes	17 %

Ces chiffres traduisent une attente forte d’un **État plus présent et protecteur**, notamment dans les régions périphériques et auprès de la jeunesse exposée à des risques de marginalisation.

4.8.6 Des priorités convergentes pour un futur inclusif

Les perspectives exprimées par les citoyen.ne.s pour les prochaines années témoignent d'une vision lucide et cohérente :

- L'économie doit être au service de l'emploi et du pouvoir d'achat,
- Le social doit garantir l'accès aux besoins essentiels,

→ La gouvernance doit se fonder sur la transparence et la justice,

→ La cohésion sociale doit consolider le vivre-ensemble,

→ La sécurité doit renforcer la confiance entre l'État et la population.

Ces priorités reflètent une aspiration collective à une Côte d'Ivoire plus juste, plus prospère et plus solidaire où le progrès économique se conjugue enfin avec inclusion, équité et stabilité.

Conclusions et recommandations

5.

Conclusion générale et perspectives

L'étude Ivoire-Mètre 2025 met en évidence une population ivoirienne lucide, engagée et porteuse d'exigences fortes vis-à-vis de son avenir collectif. Les résultats témoignent d'un attachement profond aux valeurs de justice, d'équité et de cohésion nationale, mais aussi d'une attente élevée en matière de gouvernance, de sécurité et de conditions de vie.

Sur le plan économique et social, les citoyen.ne.s placent la création d'emplois, la maîtrise du coût de la vie, la sécurité alimentaire et l'accès à un logement décent parmi les priorités absolues. Ces préoccupations traduisent une volonté de stabilité et de progrès partagés, dans un contexte où le pouvoir d'achat demeure fragilisé.

En matière de gouvernance, la population appelle à une lutte plus ferme contre la corruption, à une transparence accrue dans la gestion publique et à un renforcement du système judiciaire. Ces attentes traduisent le besoin d'un État exemplaire, capable de restaurer la confiance et de garantir une gestion équitable des ressources nationales.

La cohésion sociale, quant à elle, repose sur le dialogue intercommunautaire et la réduction des inégalités. L'étude révèle que la paix durable passe par la reconnaissance mutuelle, la solidarité et une meilleure inclusion des groupes marginalisés.

Dans le même esprit, le renforcement de la sécurité par la présence accrue de l'État sur l'ensemble du territoire, la prévention de la délinquance juvénile et la collaboration avec les populations apparaît comme un pilier essentiel du vivre-ensemble.

En somme, l'Ivoire-Mètre 2025 révèle une société en quête de progrès inclusif, de justice sociale et de bonne gouvernance. Les prochaines années seront décisives pour traduire ces aspirations en actions concrètes, capables de consolider la paix, la prospérité et la fierté citoyenne d'appartenir à une Côte d'Ivoire unie et confiante en son avenir.

Annexes

6.

Approche méthodologique

L'enquête Ivoire-Mètre 2025 est une étude quantitative conduite en face-à-face, auprès d'un échantillon représentatif de 840 personnes, soit 420 répondant.e.s par commune (Abobo et Yopougon). Elle repose sur une approche rigoureuse combinant échantillonnage probabiliste pour une représentativité au niveau commune et méthode de quotas, afin de garantir une similarité avec la population d'étude selon le sexe, l'âge et le niveau d'instruction.

6.1 Type et champ de l'étude

L'étude s'est déroulée dans les communes d'Abobo et de Yopougon, qui regroupent à elles seules près de 46 % de la population du District d'Abidjan selon le recensement général de la population et de l'habitat de 2021 (RGPH 2021). Ces zones ont été choisies en raison de leur densité démographique, de leur diversité socio-économique et de leur rôle symbolique dans la vie politique nationale. En effet, Ces deux communes représentent près de la moitié de la population du District d'Abidjan (plus de 1,6 millions d'habitant.e.s pour Yopougon et environ 1,3 millions pour Abobo). Leur importance démographique assure une représentativité nationale en matière de diversité sociale, économique et générationnelle.

Lors des élections de 2010 et 2020, Abobo et Yopougon ont été des épices des tensions post-électorales.

→ Abobo est restée un bastion d'expression politique et de mobilisation, souvent associée aux contestations sociales.

→ Yopougon a cristallisé les rivalités politiques, avec des épisodes de violences ayant marqué les dernières crises.

Ces choix permettent donc d'analyser la perception citoy-

enne dans des zones historiquement sensibles aux dynamiques électorales et sociales.

La population cible est constituée de personnes âgées d'au moins 18 ans, résidant dans les communes sélectionnées.

6.2 Méthode d'échantillonnage

L'échantillon a été déterminé selon la formule statistique classique :

$$n = Z^2 \times P(1-P) / d^2$$

avec :

→ $Z = 1,96$ (niveau de confiance de 95 %)

→ $P = 0,5$ (proportion estimée maximale pour maximiser la précision)

→ $d = 0,05$ (marge d'erreur de 5 %)

Sur cette base, la taille minimale calculée est de 384 répondant.e.s par commune. En y intégrant un taux de non-réponse de 10 %, la taille finale retenue est de 420 répondant.e.s minima par commune, soit 840 individus au total. La taille finale de l'échantillon retenue pour Abobo tient compte d'avoir un échantillon équilibré entre les deux bastions politiques. Cela a une conséquence statistique sur l'estimation des valeurs moyennes des paramètres pour les deux communes prises globalement. En effet, selon le RGPH 2021, 56% des répondant.e.s devraient être sélectionnés à Yopougon contre 44% à Abobo.

Zone	Hommes	Femmes	Répartition par zone
Abobo	417528	383723	44,2 %
Yopougon	522586	488146	55,8 %
Répartition H/F	51,9 %	48,1 %	100 %

Lors de l'analyse des résultats, une pondération permet de donner à chaque commune son véritable poids. En considérant une commune i (Abobo) le coefficient de redressement de cette zone est calculé par la formule :

$$p_i = \frac{h_i}{n_i}$$

→ p_i : est le coefficient de redressement de la zone ;

→ h_i : est la taille qui devrait être enquêtée en cas de répartition proportionnelle ;

→ n_i : est la taille qui a été enquêtée.

6.3 Sélection des unités d'enquête

L'échantillonnage s'est déroulé en deux étapes :

1. Sélection aléatoire des secteurs des communes assistée par cartographie électronique.

→ Dix (10) secteurs ont été sélectionnées dans chaque commune, soit 20 secteurs au total.

→ Chaque secteur devait fournir environ 42 répondant.e.s.

Quartiers des ZD visitées par communes

N°	Yopougon	Abobo
1	Andokoi	Abobo Baoulé
2	Boissy	Aboua
3	Cité Nawa	Anonkoua
4	Diop	Étoile
5	GFCI	Biabou
6	Lauriers Sacos	Cobakro
7	Micao	Belleville
8	Niangon Sicogi Canal	Sagbé
9	Score	Samaké
10	Wassakara	SOS Abobo

2. Afin de limiter au mieux le biais de sélection dû à l'enquêteur, nous avons procédé à une sélection des ménages et des répondant.e.s à l'intérieur de chaque secteur selon un itinéraire précis :

- Découpage de la zone en 2 ou 3 sections ;
- Choix aléatoire d'un point de départ (carrefour, marché, école, lieu de culte, terrain, etc.) ;
- Parcours systématique des rues avec saut de 5 à 8 concessions selon la densité du quartier ;
- Identification du ménage, obtention du consentement oral et sélection d'une personne éligible selon les quotas restants à atteindre ;
- En cas de refus, passage au ménage suivant.

Cette approche a permis une couverture équilibrée des différents profils sociaux tout en respectant les quotas fixés. D'abord, elle permet de mieux représenter la diversité de chaque commune, car nous couvrons différents types de quartiers et de réalités sociales. Elle rend aussi la comparaison plus pertinente : Abobo et Yopougon sont deux communes très différentes, presque comme un miroir qui reflète des dynamiques sociales et politiques contrastées. Ensuite, nous réduisons les risques de biais et nous nous assurons que les données collectées sont fiables. Enfin, cette méthode nous permet de tirer des enseignements qui peuvent donner un aperçu de la compréhension des réalités urbaines ivoiriennes, particulièrement dans un contexte marqué par les crises politiques et les enjeux de gouvernance.

En ce qui concerne les quotas, ils ont été fixés sur la base du RGPH 2021 ainsi les quotas visés sont les suivants :

Quotas par âge et par niveau d'instruction

Tab. 29

Par âge	Pourcentage
20-29	36 %
30-39	28 %
40-49	17 %
50-59	10 %
60+	9 %

Par niveau d'instruction	Pourcentage
Supérieur	17 %
Secondaire	38 %
Primaire	27 %
Aucun	18 %

6.4 Outils et supports de collecte

La collecte des données a été réalisée à l'aide d'un questionnaire numérique administré sur smartphones et tablettes Android. L'application KoboCollect a été utilisée pour la saisie et la transmission des données. Elle présente plusieurs avantages techniques mis à profit dans l'étude :

- Contrôles automatiques de cohérence et de filtrage des questions ;
- Géolocalisation GPS des entretiens pour valider les zones couvertes ;

→ Sauvegarde automatique et transmission quotidienne des données vers le serveur central ;

→ Suivi en temps réel de la progression et de la qualité de la collecte.

Le questionnaire, élaboré conjointement avec la FES et CIVIS Côte d'Ivoire, comprenait 104 questions couvrant les thématiques de gouvernance, démocratie, cohésion sociale, sécurité et citoyenneté.

6.5 Agents de collecte de données

Le recrutement des enquêteurs a été fait sur la base de l'expérience, de la connaissance du terrain de la zone d'enquête. Dans le contexte de l'étude, le temps d'exécution des travaux sur le terrain ainsi que le temps de formation était réduit à 7 jours. La collecte de données s'est appuyée sur 24 agents de collecte. Les trois quarts d'entre eux étaient des sociologues ayant au moins 5 ans d'expérience dans la collecte de données. La maturité professionnelle et le savoir-faire des agents de collecte a permis d'économiser du temps sur la formation ayant eu lieu du 3 au 4 octobre 2025. Ces agents de collecte étaient divisés en 2 groupes dont un à Yopougon et un à Abobo.

6.6 Contrôle qualité des données

La collecte a été réalisée grâce à l'application KoBoCollect qui permet de sécuriser les données et d'assurer la qualité du processus. Chaque questionnaire était accompagné d'un enregistrement automatique des coordonnées GPS, de l'horodatage de l'entretien et de contrôles de cohérence intégrés afin de limiter les erreurs et d'améliorer la fiabilité des résultats.

La qualité et l'éthique de la collecte constituent une priorité. Chaque entretien commence par la lecture d'un script de consentement, et le/la répondant.e doit confirmer son accord en cochant la case « Oui » ou « Non » dans l'application. Aussi, la légèreté de l'application KoBoCollect et la qualité des tablettes utilisées pendant la collecte a permis d'implémenter plusieurs contrôles pendant la collecte permettant de lever les zones d'ombre sur le terrain. Aussi après chaque journée de collecte, une revue systématique des résultats était faite pour assurer la cohérence des questionnaires et le respect scrupuleux des quotas.

Pour garantir la fiabilité des données, chaque questionnaire enregistre automatiquement la localisation GPS, l'heure de début et de fin de l'entretien et sa durée totale. Des contrôles complémentaires sont effectués :

- des back-checks (10 % des interviews) réalisés par les superviseurs par une nouvelle visite, afin de vérifier certaines informations de base (âge, sexe, quartier, réponses clés),
- des spot-checks où le superviseur observe silencieusement au moins un entretien par enquêteur et par jour,
- des vérifications quotidiennes sur le serveur pour détecter d'éventuelles anomalies, comme des durées d'entretien trop courtes, des doublons de GPS ou des réponses trop parfaites pour être naturelles.

Des règles de sécurité encadrent également la collecte : les enquêteurs suivent des itinéraires sûrs, n'effectuent pas d'interviews après la tombée de la nuit et disposent d'un contact focal pour signaler tout incident. Enfin, la confidentialité est strictement respectée : aucun nom ni de numéro de téléphone n'apparaît dans les bases d'analyse, les données sont stockées de façon chiffrée et toutes les photos inutiles sont supprimées.

6.7 Analyse des données

Les fichiers de données ont été exportés sous Microsoft Excel. L'analyse a consisté à produire des fréquences simples et croisées permettant d'estimer les proportions et de comparer les résultats selon les variables de sexe, d'âge, de niveau d'instruction et de commune. L'analyse des données a été conduite avec le logiciel R.

Au sujet de l'auteur

Cabinet Social Science Consulting (2SC)

Réalisation : Rebecca Ezouatchi, Sociologue Chercheur

Savane Chrys Ahmed, Statisticien

Ivoire-Mètre 2025

Enquête d'opinion

« Que pensent les ivoirien.ne.s »

L'enquête Ivoire-Mètre 2025, conduite par le Cabinet Social Science Consulting (2SC) en partenariat avec la Fondation Friedrich-Ebert (FES) et CIVIS Côte d'Ivoire, vise à recueillir et analyser les perceptions, opinions et attentes des citoyennes et citoyens ivoiriens sur les grands enjeux politiques, économiques, sociaux et sécuritaires du pays. Cette édition, réalisée dans les communes d'Abobo et de Yopougon, s'inscrit dans un contexte préélectoral marqué par une forte attente sociale, une vigilance citoyenne accrue et un besoin renouvelé de confiance envers les institutions publiques.

Vous trouverez plus d'informations sur ce sujet sur :
➤ fes.de